



**BANQUE DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI**

**RAPPORT DE POLITIQUE
MONETAIRE DU
DEUXIEME TRIMESTRE
2025**

Septembre 2025

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ACRONYMES.....	ii
RESUME ANALYTIQUE.....	iii
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	1
1.1. Croissance du PIB mondial	1
1.2. Prix des matières premières et inflation.....	2
1.3. Politique monétaire dans les pays développés.....	4
1.4. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA.....	4
2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI.....	7
2.1. Production	7
2.2. Secteur extérieur	8
2.2.1. Commerce extérieur	8
2.2.2. Balance des paiements	13
2.3. Finances et dette publiques	15
2.3.1. Finances publiques.....	15
2.3.2. Dette publique	16
2.4. Secteur monétaire	18
2.4.1. Réserves des banques et interventions de la BRB.....	18
2.4.2. Taux d'intérêt.....	19
2.4.3. Base monétaire.....	21
2.4.4. Masse monétaire et contreparties	22
2.4.5. Avoirs extérieurs du secteur bancaire.....	23
2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière	24
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire	24
2.5.2. Stabilité Financière	26
2.6. Evolution et perspectives d'inflation.....	29
2.6.1. Evolutions récentes.....	29
2.6.2. Perspectives d'inflation.....	31
MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE	33
ANNEXES	34

LISTE DES ACRONYMES

AFSS	: Afrique Sub-saharienne
BCE	: Banque Centrale Européenne
BIF	: Franc Burundi
BRARUDI	: Brasserie du Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CEA	: Communauté Est Africaine
CIF	: <i>Cost Insurance and Freight</i>
DTS	: Droits de Tirages Spéciaux
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB	: <i>Free On Board</i> (Franco à Bord)
INSBU	: Institut National de la Statistique du Burundi
KES	: <i>Shilling Kenyan</i>
M3	: Masse Monétaire au sens large
MBIF	: Millions de Franc Burundi
Mrds	: Milliards
MFBPE	: Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique
MUSD	: Millions de Dollar Américain
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNP	: Prêts Non Performants
RDC	: République Démocratique du Congo
REGIDESO	: Régie de Production et de Distribution d'Eau et d'Electricité
RWF	: <i>Franc Rwandais</i>
ROA	: <i>Return on Assets</i> (Rentabilité des actifs)
ROE	: <i>Return on Equity</i> (Rentabilité des capitaux propres)
TZS	: <i>Shilling Tanzanien</i>
UGX	: <i>Shilling Ougandais</i>
USD	: <i>Dollar Américain</i>

RESUME ANALYTIQUE

La croissance du PIB de la zone OCDE a rebondi à 0,4% au deuxième trimestre 2025, après une croissance de 0,2% observée au premier trimestre 2025. L'activité économique a repris aux États-Unis (0,3%) au deuxième trimestre 2025 alors qu'elle s'était contractée au premier trimestre 2025 (-0,1%), sous l'effet de la diminution des importations. La croissance de la Zone euro a reculé (0,1 contre 0,6%), en raison des droits de douane imposés par les États-Unis aux produits européens.

Selon les perspectives économiques du FMI de juillet 2025, la croissance mondiale devrait chuter à 3,0% en 2025 et à 3,1% en 2026, après une croissance de 3,3% enregistrée en 2024. Cette croissance est tributaire des risques dus aux barrières commerciales, à l'incertitude accrue et aux tensions géopolitiques persistants.

Au niveau national, la production du thé sec¹ a baissé de 28,7% au deuxième trimestre 2025, par rapport à la même période de l'année précédente (2.349,6 contre 3.037,6 tonnes).

Au niveau de la production des industries, l'indice moyen de la production industrielle a augmenté de 6,6% en glissement annuel, au deuxième trimestre 2025, suite à l'accroissement de la production des industries alimentaires (+5,2%), particulièrement les boissons et de celle des industries chimiques (+20,6%), notamment les savons. D'un trimestre à l'autre, l'indice a augmenté de 5,6%.

Selon les prévisions du cadrage macroéconomique du Burundi de février 2025, la croissance de l'activité économique du Burundi est projetée à 4,6%² en 2025 contre 3,9% estimée pour 2024. Cette accélération serait liée à l'amélioration de l'activité dans le secteur secondaire (3,8 contre 1,0%) et primaire (3,7 contre 3,1%). Cependant, la croissance du secteur tertiaire décélérerait à 5,2 contre 5,6% en 2024.

La balance des paiements du deuxième trimestre 2025 fait ressortir un allègement du déficit du compte des transactions courantes (-324.311,9 contre -363.324,5 MBIF) par rapport au même trimestre de l'année 2024. Cet allègement du déficit résulte de l'atténuation du déficit du compte de biens due en grande partie à l'exportation de l'or non monétaire.

L'encours de la dette publique totale s'est accru de 21,1% à fin juin 2025, passant de 6.408,2 à 7.761,2 Mrds de BIF, et a porté sur la dette intérieure (+28,5%) et, dans une moindre mesure, sur la dette extérieure (+3,2%). Exprimée en pourcentage du PIB, la dette publique totale représente 45,6 contre

¹ Données collectées auprès de l'OTB

² ces prévisions pourraient être révisées en fonction de la mise à jour des données des comptes nationaux

47,0% à la même période de l'année précédente, la limite maximale convenue dans les critères de convergence macroéconomique de la CEA étant de 50% du PIB.

Le taux moyen du marché interbancaire (7,16 contre 4,98%) et le taux des bons du Trésor à 13 semaines (8,66 contre 7,61%) ont augmenté, en moyenne trimestrielle. De même, les taux d'intérêt moyen pondéré débiteur (14,06 contre 13,69%) et créateur (7,29 contre 7,23%) ont augmenté. Le taux directeur (12%), le taux de la facilité de prêt marginal (14,00%) et le taux des opérations d'apport sous forme de refinancement des secteurs porteurs de croissance (2,00%) sont restés inchangés.

D'un trimestre à l'autre, la base monétaire s'est accrue de 7,6% à fin juin 2025, s'établissant à 2.209,1 contre 2.052,9 Mrds de BIF à fin mars 2025, suite principalement à la hausse de 17,9% des avoirs extérieurs nets. Quant à la masse monétaire, elle s'est accrue de 3,5%, atteignant 7.457,3 Mrds de BIF à fin juin 2025, tirée par l'augmentation des créances sur l'économie (4,0%) et des créances nettes sur l'Etat (10,5%).

Les réserves officielles de change se sont établies à 152,7 MUSD à fin juin 2025, en hausse de 2,8 % par rapport à fin mars 2025. Ces réserves couvrent 1,5 mois d'importations de biens et services contre 1,4 mois à fin mars 2025 et 1,2 mois à fin juin 2024.

Au niveau du secteur bancaire, l'évolution des principales ressources traduit une augmentation des dépôts de la clientèle (23,4% sur un an et 6,1% sur un trimestre) et une diminution des refinancements des établissements de crédit auprès de la Banque Centrale (-27,7% sur un an et -16,8% sur un trimestre).

Quant aux principaux emplois, les crédits à l'économie se sont accrus de 21,9% et les investissements en Bons et Obligations du Trésor ont augmenté de 17,0% en glissement annuel. Sur une base trimestrielle, ils ont augmenté respectivement de 6,4% et 2,0%.

Le taux des prêts non performants s'est détérioré, passant de 3,6 à 4,0% en glissement annuel. Cependant, il reste dans la limite acceptable de 5%. Le ratio de solvabilité globale a baissé, s'établissant à 19,8 contre 21,2% tout en restant supérieur à la norme minimale réglementaire de 14,5%.

L'inflation a poursuivi sa tendance haussière au deuxième trimestre 2025. Le taux d'inflation globale s'est établi à 43,7% en moyenne trimestrielle, contre 39,5% au trimestre précédent. Cette hausse a porté sur l'inflation alimentaire (44,1 contre 39,4%) et non alimentaire (43,0 contre 39,8%). Quant à l'inflation sous-jacente, elle s'est établie à 49,4% au deuxième trimestre 2025 contre 45,8% au trimestre précédent.

Les prévisions pour le troisième trimestre 2025 indiquent que l'inflation globale pourrait reculer et se situer à 39,1%. En effet, l'inflation alimentaire diminuerait pour passer de 44,1 à 37,2%, l'inflation énergétique passerait de 36,8 à 23,1% et l'inflation sous-jacente diminuerait, passant de 49,3 à 44,5%. Ce recul de l'inflation serait principalement imputable à la bonne production agricole malgré les perturbations récurrentes en approvisionnement du carburant.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1. Croissance du PIB mondial

La croissance du PIB de la zone OCDE a rebondi à 0,4% au deuxième trimestre 2025, après une croissance de 0,2% observée au premier trimestre 2025. Alors qu'elle s'était contractée de 0,1% au premier trimestre 2025, l'activité économique a rebondi à 0,7% aux États-Unis au deuxième trimestre 2025, sous l'effet de l'amélioration de la position commerciale, tirée par la diminution des importations (-10,3 contre 11,0% au premier trimestre 2025).

La Zone euro a enregistré un faible taux de croissance du PIB (0,1%) au deuxième trimestre 2025, après 0,6% au trimestre précédent, en raison des droits de douane imposés par les Etats-Unis aux produits européens, se traduisant notamment par la contraction de l'économie allemande (-0,3%), première économie européenne. La contraction du PIB de l'Allemagne a été principalement due à une baisse des exportations de biens (-0,6% contre 3,0% au trimestre précédent).

La croissance du Japon s'est accélérée au deuxième trimestre 2025 à 0,3 contre 0,1% au trimestre précédent, soutenue par une augmentation des exportations après la contraction au cours du trimestre précédent.

En Chine, la croissance du PIB a ralenti légèrement au deuxième trimestre 2025, s'établissant à 1,1%, contre 1,2% au trimestre précédent.

Tableau 1 : Croissance trimestrielle du PIB des pays de l'OCDE

	PIB Trimestriel		
	T2-2024	T1-2025	T2-2025
États-Unis	0,7	-0,1	0,7
Japon	0,7	0,1	0,3
Royaume uni	0,5	0,7	0,3
Allemagne	-0,3	0,3	-0,3
France	0,2	0,1	0,3
Zone euro	0,2	0,6	0,1
OCDE	0,5	0,2	0,4
Chine	1,0	1,2	1,1
Inde	1,3	2,0	nd
Afrique du Sud	0,3	0,1	nd

Source : OCDE, comptes nationaux trimestriels, août 2025

Selon les perspectives économiques du FMI de juillet 2025, la croissance mondiale devrait chuter à 3,0% en 2025 et à 3,1% en 2026, après une croissance de 3,3% enregistrée en 2024. En juillet 2025, le FMI a revu à la hausse des prévisions de croissance pour l'année 2025 et 2026, soit respectivement de 0,2 points en 2025 et de 0,1 point de pourcentage par rapport à ses prévisions d'avril 2025.

D'après le FMI, cette révision à la hausse est liée à une anticipation plus forte que prévue en amont de la hausse attendue des tarifs douaniers, des droits de douane effectifs moyens plus bas que ce qui avait été annoncé en avril, une amélioration des conditions financières due à l'affaiblissement du dollar américain et une expansion budgétaire dans certains pays. Cependant, cette croissance resterait tributaire de risques dus à l'incertitude accrue et aux tensions géopolitiques persistant.

Tableau 2 : Croissance économique mondiale (en %)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (p)	2026 (p)
PIB mondial	-2,7	6,6	3,6	3,5	3,3	3,0	3,1
Pays avancés	-4,0	6,0	2,9	1,8	1,8	1,5	1,6
États-Unis	-2,2	6,1	2,5	2,9	2,8	1,9	2,0
Zone euro	-6,0	6,3	3,5	0,5	0,9	1,0	1,2
Japon	-4,2	2,7	0,9	1,4	0,2	0,7	0,5
Pays émergents et pays en développement	-1,7	7,0	4,1	4,7	4,3	4,1	4,0
Chine	2,2	8,4	3,0	5,4	5,0	4,8	4,2
Inde	-6,6	9,1	7,2	9,2	6,5	6,4	6,4
Afrique subsaharienne	-1,5	4,7	4,1	3,6	4,0	4,0	4,3
<i>Nigeria</i>	-1,8	3,6	3,3	2,9	3,4	3,4	3,2
<i>Afrique du Sud</i>	-6,4	4,7	1,9	0,8	0,5	1,0	1,3

(p): projections

FMI, Perspectives de l'économie mondiale, juillet 2025

Aux États-Unis, la croissance devrait ralentir à 1,9% en 2025 contre 2,8% l'année précédente. Dans la zone euro, la croissance devrait s'établir à 1,0% en 2025, en légère hausse de 0,1 point de pourcentage par rapport à l'année 2024.

Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance devrait également ralentir à 4,1% en 2025 contre 4,3% en 2024, suite principalement à la baisse de la croissance chinoise (4,8 contre 5,0% en 2024), affectée par les récentes mesures commerciales prises par les États-Unis.

En Afrique Subsaharienne, la croissance de la région resterait stable à 4,0%. De même, la croissance du Nigéria, principale économie de la région devrait rester stable à 3,4%.

1.2. Prix des matières premières et inflation

Au deuxième trimestre 2025, les prix des matières premières ont diminué dans la globalité.

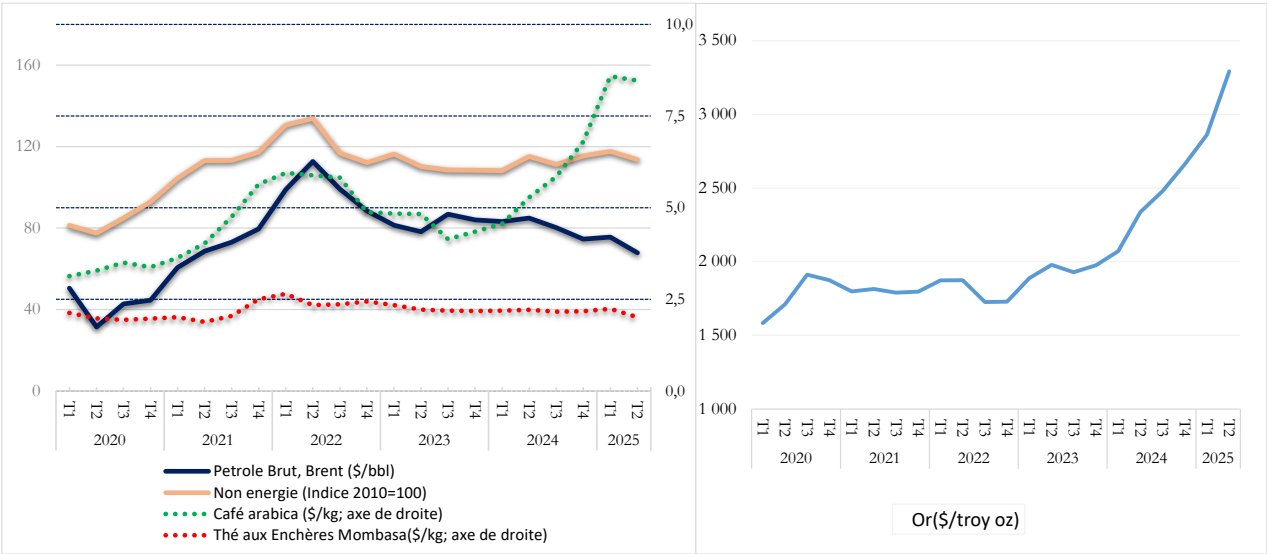
Le cours du baril de pétrole a diminué de 10,3% d'un trimestre à l'autre et de 20,1% en glissement annuel. Il s'est établi à 67,8 USD/baril en moyenne au deuxième trimestre 2025. Cette baisse du cours du pétrole est induite par la décision de l'OPEP+ d'augmenter sa production.

Le cours du café arabica a baissé d'un trimestre à l'autre (-1,4%), s'établissant à 8,47 USD/kg, après une longue période de hausse (+60,4% sur un an). Cette baisse observée au deuxième trimestre 2025 est principalement due aux anticipations d'une forte reprise de l'offre en provenance du Vietnam et du

Brésil. Le cours du thé aux enchères de Mombasa a diminué de 10,3% d’un trimestre à l’autre, se situant à 2,01 contre 2,24 USD/kg au premier trimestre 2025.

Le prix de l’Or a atteint 3.293 USD/troy oz³ au deuxième trimestre 2025, en hausse de 15,0% par rapport au trimestre précédent et de 41,0% par rapport au même trimestre de 2024. Cette hausse significative est principalement liée à l’instabilité géopolitique et aux incertitudes qui pèsent sur l’économie mondiale.

Graphique 1 : Evolution des prix des matières premières



Source : Etablis à partir des données de la Banque Mondiale, Prix des matières premières, août 2025

L’inflation dans la zone OCDE a reculé pour atteindre 4,1% au deuxième trimestre 2024, après une inflation de 4,5% au premier trimestre 2025. Elle a diminué aux États-Unis (2,5 contre 2,7%) et dans la Zone euro (2,0 contre 2,3%). Cependant, au Royaume Uni, l’inflation a augmenté (4,1 contre 3,6%).

Dans les pays émergents et en développement, la Chine est restée dans la déflation au deuxième trimestre 2025 comme au trimestre précédent (-0,01 contre -0,13%), suite à une demande domestique qui reste faible.

Tableau 3 : Inflation dans le monde (en %)

	Glissement annuel		
	T2-2024	T1-2025	T2-2025
États-Unis	3.2	2.7	2.5
Japon	nd	3.8	3.5
Allemagne	2.3	2.3	2.1
France	2.2	1.1	0.8
Royaume-Uni	2.9	3.6	4.1

³ Un troy oz équivaut à 31,1034768 grammes d’or.

Zone euro	4.5	2.3	2.0
OCDE	5.8	4.5	4.1
Chine	0.2	-0.13	-0.01
Inde	3.8	2.9	2.8
Afrique du Sud	5.0	nd	nd

Source : OCDE, *principaux indicateurs économiques*, août 2025

1.3. Politique monétaire dans les pays développés

L'inflation a reculé dans la plupart des pays développés et les conditions monétaires se sont assouplies. La Réserve Fédérale Américaine (FED) a maintenu ses taux des fonds fédéraux dans la fourchette comprise entre 4,25% et 4,50%, même niveau que le trimestre précédent et a poursuivi la réduction de la taille du Bilan. La FED estime que la situation du marché du travail est globalement équilibrée et au maximum de son niveau d'emploi et que l'inflation a fortement diminué approchant l'objectif de 2%.

Au cours du deuxième trimestre 2024, la Banque Centrale Européenne (BCE) a abaissé ses trois taux d'intérêt directeurs de 25 points de base à 2 reprises (en avril et en juin 2025), estimant que l'inflation se situe autour de l'objectif de 2,0% à moyen terme. Les taux d'intérêt de la facilité de dépôt, des opérations principales de refinancement et de la facilité de prêt marginal ont été ramenés respectivement à 2,00%, à 2,15% et à 2,40% en juin 2025.

1.4. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA

D'après les projections du FMI d'avril 2025, la croissance de la CEA-5 passerait de 5,4% en 2024 à 5,5% en 2025. Bien que ce niveau soit supérieur à la moyenne de l'Afrique Subsaharienne (4,0% en 2025), la CEA partage les mêmes défis que cette région, notamment le niveau élevé des coûts d'emprunts mondiaux et autres obstacles limitant les financements extérieurs, la contraction de la demande mondiale et l'accentuation des conflits régionaux.

Tableau 4 : Croissance du PIB dans les pays de la CEA (en %)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (p)	2026 (p)
BURUNDI*	0,3	3,2	2,2	3,3	3,9	4,6	4,9
RWANDA	-3,4	10,9	8,2	8,3	8,9	7,1	7,5
OUGANDA	-1,1	5,5	6,2	4,9	6,3	6,1	7,6
TANZANIE	4,5	4,8	4,7	5,1	5,4	6,0	6,3
KENYA	-0,3	7,6	4,9	5,6	4,5	4,8	4,9
RDC	1,7	1,7	9,2	8,5	6,5	4,7	5,2
SUD SOUDAN	-6,5	5,3	-5,2	2,5	-27,6	-4,3	64,5
AFSS**	-1,5	4,7	4,1	3,6	4,0	4,0	4,3

Source : FMI, *Perspectives économiques régionales, Afrique Subsaharienne*, avril 2025

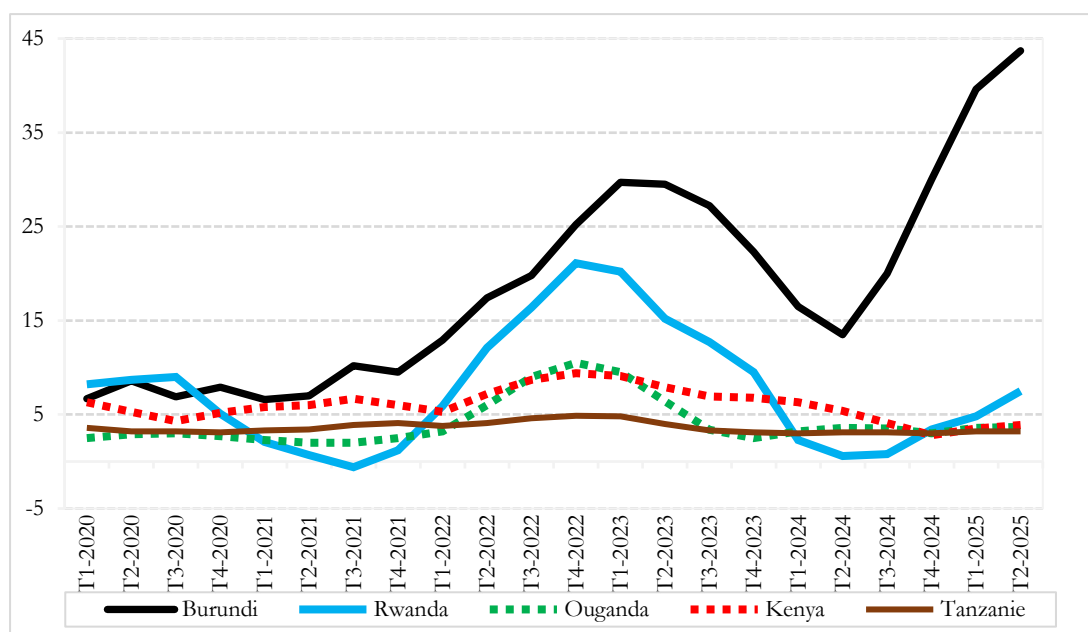
* Les données sur le PIB du Burundi sont tirées du cadrage macroéconomique de février 2025

** FMI, *Perspectives économiques mondiales*, juillet 2025

L'inflation dans les pays de la CEA a globalement augmenté mais reste dans la marge de l'objectif de 8,0% fixé dans les critères de convergence macroéconomique de la CEA à l'exception du Burundi. En effet, le Burundi continue d'enregistrer une inflation élevée, qui s'est établie à 43,7% au deuxième trimestre 2025, après 39,6% au premier trimestre 2025 et 13,5% au deuxième trimestre de l'année précédente.

Dans les autres pays, l'inflation s'est établie à 7,5% contre 4,8% au Rwanda, à 3,9% contre 3,5% au Kenya, à 3,7% contre 3,6% en Ouganda et s'est maintenue à 3,2% en Tanzanie.

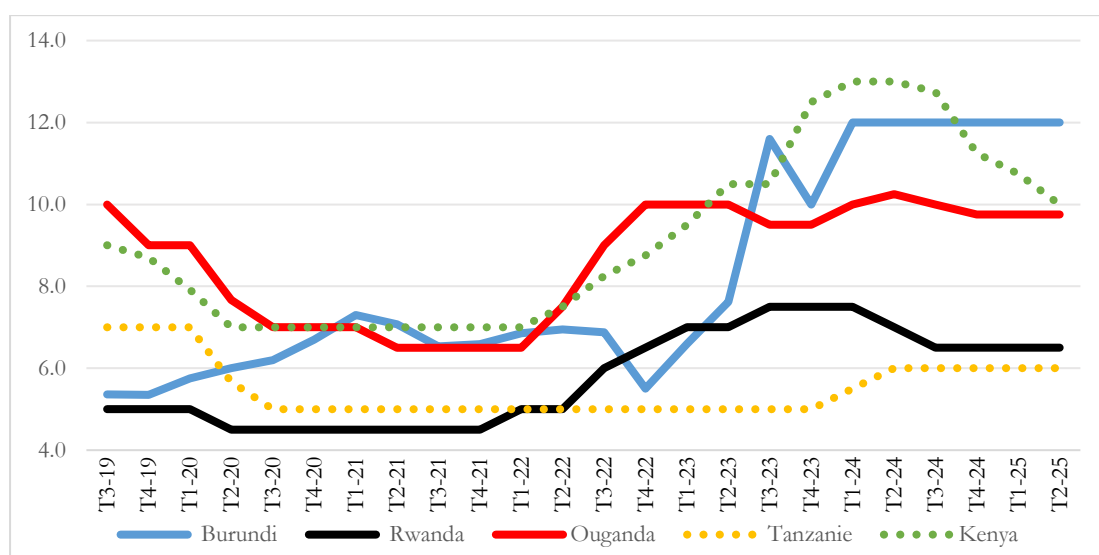
Graphique 2 : Inflation dans les pays de la CEA (en %)



Source : Offices nationaux des statistiques des pays de la CEA

Au deuxième trimestre 2025, les taux d'intérêts directeurs des banques centrales ont été maintenus à leurs niveaux du trimestre précédent dans la majorité des pays partenaires de la CEA comme au Burundi⁴ (12,00%), au Rwanda (6,50%), en Ouganda (9,75%) et en Tanzanie (6,00%). Cependant, la Banque Centrale du Kenya a réduit son taux directeur de 75 points de base, passant de 10,75 à 10,00%.

Graphique 3 : Taux directeurs des banques centrales



Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

⁴ Au Burundi, le taux de facilité de prêt marginal était considéré comme proxy du taux directeur jusqu'à fin novembre 2023

Concernant l'évolution du cours de change des monnaies des pays de la CEA par rapport au dollar américain, leurs fluctuations aussi bien en glissement trimestriel qu'annuel sont globalement restées dans la limite de $\pm 5,0\%$ convenue dans le cadre du maintien de la stabilité du taux de change dans la CEA. En effet, d'un trimestre à l'autre, le Franc Burundi (0,5%) et le Franc Rwandais (1,3%) se sont dépréciés tandis que le Shilling Kenya (-0,1%), le Shilling Ougandais (-1,9%) et le Shilling Tanzanien se sont appréciés (-1,2%).

Tableau 5 : Cours de change du dollar américain par rapport aux monnaies des pays de la CEA

	Fin de période				
	USD/BIF	USD/RWF	USD/UGX	USD/TZS	USD/KSH
juin-24	2 884,75	1 311,13	3 706,72	2 626,93	129,53
mars-25	2 929,34	1 414,95	3 662,55	2 649,98	129,32
juin-25	2 943,02	1 433,02	3 594,59	2 618,32	129,23
Juin 2025/Mars 2025					
(%)	0,5	1,3	-1,9	-1,2	-0,1
Juin 2025/Juin 2024					
(%)	2,0	9,3	-3,0	-0,3	-0,2

Source : Sites web des banques centrales des pays de la CEA

2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

2.1. Production

La production du thé sec⁵ a diminué de 22,6% au deuxième trimestre 2025, par rapport à la même période de l'année précédente (2.349,6 contre 3.037,6 tonnes).

Au niveau de la production des industries, l'indice moyen de la production industrielle a augmenté de 6,6% en glissement annuel, au deuxième trimestre 2025, suite à l'accroissement de la production des industries alimentaires (+5,2%) et chimiques (+20,6%). La hausse de la production des industries alimentaires a particulièrement concerné les boissons (+11,9%) tandis que celle des industries chimiques a été particulièrement tirée par l'accroissement de la production des savons (+35,2%). De même, d'un trimestre à l'autre, l'indice a augmenté de 5,6%, passant de 136,8 à 144,4, en rapport principalement avec la hausse de la production des industries chimiques (+31,4%).

La production d'électricité par la REGIDESO s'est accrue de 24,7% en glissement annuel, passant de 93.087 à 116.123 Mégawatts au deuxième trimestre 2025, en liaison particulièrement avec l'augmentation de la production des centrales hydroélectriques Rusumo falls (+84,5%) et Kabu 16, opérationnelle depuis juillet 2024 dont la production s'est élevée à 24.461 Mégawatts au deuxième

⁵ Données collectées auprès de l'OTB

trimestre de 2025. Par rapport au trimestre précédent, la production de l'énergie a légèrement baissé (-1,4%).

Le volume des marchandises transitant au Port de Bujumbura a augmenté de plus de 5 fois au deuxième trimestre de l'année 2025, en comparaison avec le trimestre correspondant de 2024. Cette augmentation a été principalement tirée par la hausse des importations du ciment (+607,2%), du sel (+34,3%) et des véhicules (35,3%). De même, par rapport au trimestre précédent, ce volume a augmenté de plus de deux fois.

A l'Aéroport International Melchior NDADAYE, le nombre de passagers a baissé de 6,9% en glissement annuel, s'élevant à 56.520 contre 60.701 passagers au deuxième trimestre de l'année 2024. D'un trimestre à l'autre, le nombre de passagers est resté presque stable à 56.884. Le trafic des aéronefs a baissé, en glissement annuel (558 contre 590 aéronefs) tandis qu'il est resté stable d'un trimestre à l'autre (558,0 contre 556 aéronefs).

Selon les prévisions du cadrage macroéconomique du Burundi de février 2025, la croissance de l'activité économique du Burundi est projetée à 4,6%⁶ en 2025 contre 3,9% estimé pour l'année 2024. Cette accélération serait liée à l'amélioration de l'activité dans le secteur secondaire (3,8 contre 1,0% en 2024) et dans le secteur primaire (3,7 contre 3,1 en 2024). La croissance du secteur tertiaire décélèrerait à 5,2 contre 5,6% en 2024.

Tableau 6 : Croissance du PIB réel (en %)

	2022	2023	2024	2025 (Est)	2026(Proj)
Croissance du PIB réel	2,2	3,3	3,9	4,6	4,9
Secteur primaire	-4,4	3,1	3,1	3,7	4,9
Secteur secondaire	5,1	3,0	1,0	3,8	4,1
Secteur tertiaire	4,3	3,1	5,6	5,2	5,2

SOURCE : Cadrage macroéconomique, février 2025

2.2. Secteur extérieur

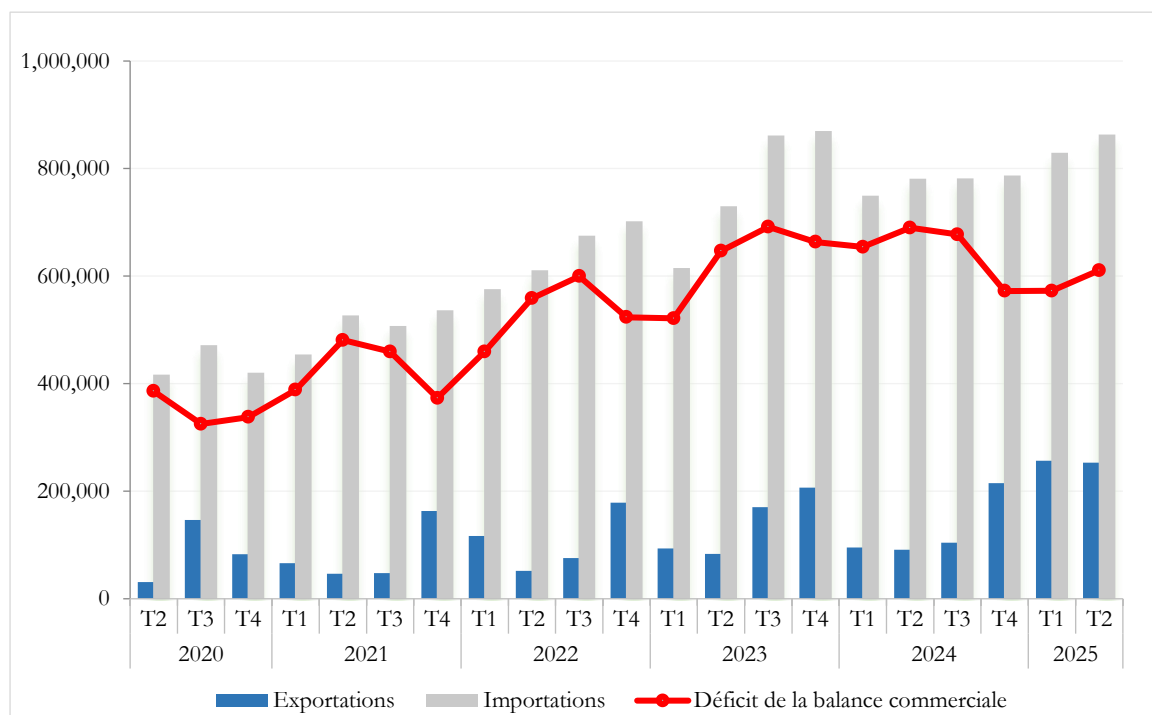
2.2.1. Commerce extérieur

Le déficit de la balance commerciale s'est atténué au deuxième 2025, se fixant à 610.621,5 contre 689.893,5 MBIF à la même période de l'année 2024. Cette atténuation résulte de l'augmentation plus importante des exportations (+161.611,3 MBIF) que celle des importations (+82.339,3 MBIF). Cette

⁶ Ces prévisions pourraient changer en fonction de la mise à jour des données des comptes nationaux

évolution haussière des exportations est liée à l'exportation de 326,7 kilogrammes de l'or au mois de juin 2025 d'une valeur de 105.647,6 MBIF. De manière subséquente, le taux de couverture des importations par les exportations a progressé à 29,3 contre 11,7% au deuxième 2024.

Graphique 4 : Evolution de la balance commerciale (en MBIF)



Source : BRB, statistiques du commerce extérieur

2.2.1.1. Evolution des exportations

Les exportations totales en valeur ont plus que doublé au deuxième 2025, en glissement annuel, se situant à 252.880,1 contre 91.268,7 MBIF. Cet accroissement a porté sur les produits primaires (196.168,5 contre 41.137,5 MBIF) et sur les produits manufacturés (56.711,5 contre 50.131,2 MBIF).

L'augmentation des exportations des produits primaires est principalement imputable à l'exportation de 326,687 kilogrammes de l'or au mois de juin 2025 d'une valeur de 105.647,6 MBIF, combinée à une augmentation des exportations du café (+61.487,8 MBIF). En revanche, la valeur des exportations des minerais autres que l'or et du thé a baissé de 69,2% et de 9,3%, respectivement.

Quant à l'augmentation des exportations des produits manufacturés, elle est liée à la progression des exportations des bières (+121,6%), des bouteilles en verre foncé (+78,0%), des savons (+59,7%) et des cigarettes (+32,3%).

En termes de volume, les exportations totales ont progressé de 41,9%, s'établissant à 36.556,5 contre 25.761,0 tonnes.

Tableau 7 : Principaux produits exportés (en MBIF)

	T2-2024	T1-2025	T2-2025
1. Produits primaires	41 137,5	214 740,7	196 168,5
dont: Café	9 766,8	55 915,8	71 254,6
Thé	11 432,9	12 370,6	10 374,0
Or	0,0	127 064,6	105 647,6
Minerais (non compris l'or)	18 655,3	17 104,1	5 752,5
2. Produits manufacturés	50 131,2	41 747,3	56 711,5
dont: Cigarettes	7 437,9	7 505,5	9 841,6
Bouteilles en verre foncé	2 638,6	2 132,0	4 695,6
Bières	7 601,5	6 785,0	16 847,9
Savons	1 811,1	2 388,5	2 892,7
EXPORTATIONS TOTALES	91 268,7	256 488,0	252 880,1

Source : BRB, statistiques du commerce extérieur

Par rapport au trimestre précédent, les exportations ont légèrement reculé (-1,4%), suite principalement au repli des exportations de l'or (-16,9%) et des minerais autres que l'or (-66,4%).

Par contre, en volume, les exportations totales ont augmenté de 28,0% d'un trimestre à l'autre (36.556,5 contre 28.555,9 tonnes). Cette évolution haussière fait suite à l'augmentation du volume des exportations des produits primaires (+10,1%) notamment le café (+11,3%) et les peaux brutes (+173,4%), mais également des produits manufacturés (+37,8%), spécialement les bières (+110,5%).

2.2.1.2. Evolution des importations

En glissement annuel, les importations du deuxième trimestre 2025 sont ressorties à 863.501,6 MBIF contre 781 162,3 MBIF au deuxième trimestre 2024, soit une augmentation de 10,5%. Cette évolution est attribuable à l'augmentation des acquisitions de biens de production (6,6%) et de consommation (+24,1%), modérée toutefois par le repli des acquisitions de biens d'équipement (-3,6%).

L'augmentation des importations des biens de production a principalement porté sur les biens de production destinés à l'agriculture et élevage (+128,4%). De même, les biens de production destinés à la construction ont augmenté de 35,9%, passant de 25 987,4 à 35 306,7 MBIF. Par contre, les importations des huiles minérales (-23,5%), de biens de production métallurgiques (-22,7%) et ceux destinés à l'industrie alimentaire (-19,1%) ont baissé.

Quant aux importations des biens de consommation, leur progression a principalement concerné les biens alimentaires (+23,0%), les textiles (+89,0%) et les véhicules (+11,2%). En revanche, les importations des biens pharmaceutiques ont baissé de 27,4%.

Le recul des importations de biens d'équipement a porté notamment sur les pièces et outillages (-40,2%). Toutefois, les importations de "tracteurs, de véhicules et engins de transport " (+16,3%), des chaudières et engins mécaniques (+8,9%) et de matériel électrique (+7,9%) ont augmenté.

En termes de volume, les importations totales ont augmenté de 11,7%, se situant à 349.030,7 contre 312.534,4 tonnes, en liaison principalement avec l'accroissement du volume des importations de biens de production destinés à l'agriculture et élevage (+104,1%), reflétant les efforts du Pays en matière de développement du secteur agropastorale conformément au Plan National de Développement 2018-2027, à la construction (+21,1%), des textiles (+141,4%) et " Tracteurs, véhicules et engins/ transport" (+40,5%). Par contre, le volume des importations de biens de production métallurgique (-21,0%), ceux destinés à l'industrie alimentaire (-17,2%), les huiles minérales (-3,0%) et les biens alimentaires (-12,8%) ont régressé.

Tableau 8 : Principaux produits importés (en MBIF)

	T2-2024	T1-2025	T2-2025
1. Biens de production	359 114,8	397 603,1	382 993,7
dont: Huiles minérales	128 977,2	94 978,8	98 701,9
Métallurgie	33 197,8	27 619,2	25 675,9
Alimentation	71 417,2	43 181,7	57 781,2
Construction	25 987,4	36 149,3	35 306,7
Agriculture et élevage	49 321,2	139 264,8	112 628,9
2. Biens d'équipement	156 601,7	130 976,1	151 032,0
dont: Chaudières ,engins mécaniques	39 394,2	35 090,9	42 887,1
Pièces et outillages	26 796,5	14 312,0	16 030,1
Matériel électrique	33 294,5	35 143,7	35 922,9
Tracteurs,véhicules et engins/ transport	35 606,6	31 684,9	41 401,0
3. Biens de consommation	265 445,7	300 696,7	329 475,9
dont: Alimentaires	100 213,4	104 243,7	123 217,3
Pharmaceutiques	31 506,2	28 572,5	22 876,7
Véhicules	28 528,1	30 497,8	31 713,6
Textiles	18 761,0	28 668,6	35 458,6
IMPORTATIONS TOTALES	781 162,3	829 275,9	863 501,6

Source : BRB, statistiques du commerce extérieur

Par rapport au trimestre précédent, les importations totales ont augmenté en valeur (+4,1%), tirées par les biens d'équipement (+15,3%) et de consommation (+9,6%). Par contre, les importations de biens de production ont reculé de 3,7%, passant de 397.603,1 à 382.993,7 MBIF au deuxième trimestre 2025, suite principalement au recul des importations de biens production destinés à l'agriculture et l'élevage (-19,1%).

L'évolution haussière des importations de biens d'équipement est principalement en lien avec l'augmentation des importations des "tracteurs, véhicules et engins de transport" (+30,7%) et des chaudières et engins mécaniques (+22,2%).

S'agissant de biens de consommation, leur évolution haussière est principalement due à l'augmentation des importations de biens alimentaires (+18,2%) et des textiles (+23,7%). Par contre, les importations de biens pharmaceutiques ont fléchi de 19,9%, s'établissant à 22.876,7 contre 28.572,5 MBIF au premier trimestre 2025.

En termes de volume, les importations totales se sont repliées de 5,7% d'un trimestre à l'autre, s'élevant à 349.030,7 contre 370.202,4 tonnes. Ce repli a porté sur les biens de consommation (-10,9%) et sur les biens de production (-5,3%). Par contre, la quantité importée de biens d'équipement a augmenté de 25,2%, notamment les tracteurs, véhicules et engins de transport (+41,5%) et les chaudières et engins mécaniques (+46,6%).

2.2.2. Balance des paiements

La balance des paiements du deuxième 2025 fait ressortir un allègement du déficit du compte des transactions courantes (-324.311,9 contre -363.324,5 MBIF) par rapport au même trimestre de l'année 2024. Cet allègement du déficit résulte de l'atténuation du déficit du compte de biens (-462.149,5 contre -568.767,2 MBIF). Par contre, le déficit du compte des services et celui des revenus primaires se sont creusés davantage, se fixant respectivement à 200.229,1 contre 166.619,8 MBIF et à 20.159,7 contre 16.967,6 MBIF au deuxième 2024.

L'excédent structurel du compte du revenu secondaire est passé de 389.030,0 MBIF au deuxième 2024 pour se situer à 358.226,4 MBIF au deuxième trimestre de 2025, soit une régression de 7,9%. Cette évolution décroissante est imputable à la diminution de 9,7% des transferts nets au profit du secteur privé (341.466,6 MBIF, après 378.186,7 MBIF au même trimestre de 2024). Toutefois, l'excédent du poste des transferts au profit de l'administration publique a augmenté de 54,6%, se fixant à 16,759.9 contre 10,843.4 MBIF au deuxième 2024.

L'élargissement du déficit du compte des services est principalement lié à l'augmentation des déficits des postes « Services de Transport » (-161.849,7 contre -152.844,6 MBIF), « Autres services aux entreprises » (-10.641,4 contre un excédent de 7.330,2 MBIF), combinés à la diminution de l'excédent du poste « Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a » (14.917,1 contre 21.974.5 MBIF). Par contre, le déficit du poste « services de construction » s'est atténué, en glissement annuel, passant de 7.415,0 à 2.241,1 MBIF au deuxième trimestre 2025.

Le compte de capital a affiché un solde excédentaire de 145.420,2 contre 75.713,5 MBIF au même trimestre de l'année précédente, soit une progression de 92,1%, imputable à l'augmentation des transferts sous forme de dons projets au profit de l'administration publique.

Tableau 9 : Balance des paiements (en MBIF)

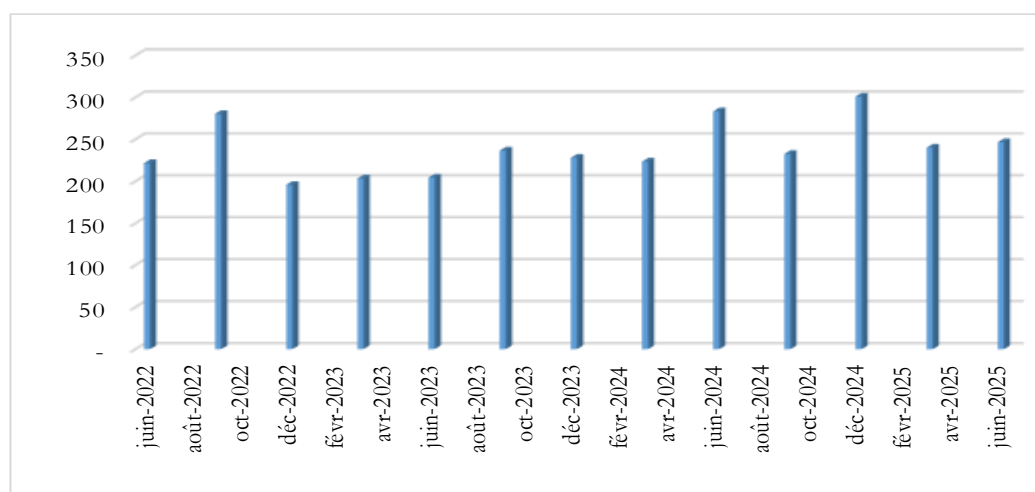
	T2-2024	T1-2025	T2-2025
COMPTE COURANT	-363 324,5	-203 647,0	-324 311,9
Crédit	633 309,5	855 875,9	799 869,5
Débit	996 634,1	1 059 522,8	1 124 181,4
Biens	-568 767,2	-438 509,4	-462 149,5
Exportations FOB	118 946,1	303 914,0	319 215,1
Importations FOB	687 713,2	742 423,5	781 364,6
Services	-166 619,8	-132 792,5	-200 229,1
Crédit	85 947,6	127 459,1	78 048,3
Débit	252 567,5	260 251,6	278 277,4
Revenus primaires	-16 967,6	-11 598,9	-20 159,7
Crédit	21 648,2	22 620,1	20 015,2
Débit	38 615,7	34 219,0	40 174,8
Revenus secondaires	389 030,0	379 253,8	358 226,4
Crédit	406 767,7	401 882,6	382 591,0
Débit	17 737,6	22 628,8	24 364,5
COMPTE DE CAPITAL	75 713,5	56 083,7	145 420,2
Crédit	75 713,5	56 176,7	146 874,3
Débit	0,0	93,0	1 454,0
<i>Capacité (+) / besoin (-) de financement (du compte courant et du compte de capital)</i>	<i>-287 611,02</i>	<i>-147 563,29</i>	<i>-178 891,68</i>
COMPTE FINANCIER			
<i>Capacité (+) / besoin (-) de financement (du compte financier)</i>	<i>-362 151,46</i>	<i>-192 189,93</i>	<i>-314 095,24</i>
Investissements directs	-26 455,3	-20 365,5	-21 552,7
Acquisition nette d'actifs financiers	195,6	5 828,9	811,4
Accroissement net de passifs	26 651,0	26 194,4	22 364,1
Investissements de portefeuille	-8 783,4	-14 150,3	-14 143,6
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	8 783,4	14 150,3	14 143,6
Dérivés financiers et options sur ti	0,0	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-298 974,3	-39 723,5	-280 315,4
Acquisition nette d'actifs financiers	-72 760,9	146 461,5	-110 053,5
Accroissement net de passifs	226 213,4	186 185,0	170 261,9
DROITS DE TIRAGES SPECIAUX	0,0	0,0	0,0
Avoirs de réserve	-27 938,4	-117 950,6	1 916,5
<i>Erreurs et omissions</i>	<i>-74 540,4</i>	<i>-44 626,6</i>	<i>-135 203,6</i>

Source : BRB

Le déficit du compte financier s'est atténué de 13,3% au deuxième trimestre 2025, atteignant 314.095,2 MBIF contre un déficit de 362.151,5 MBIF à la même période de 2024. Ce résultat est principalement dû à l'atténuation du déficit des autres investissements, notamment les numéraires et dépôts dont le déficit est passé de 219.486,4 MBIF au deuxième trimestre 2024 à 11.723,4 MBIF au trimestre sous revue. De manière subséquence, les avoirs de réserves ont augmenté de 1.916,5 MBIF au deuxième trimestre 2025 alors qu'elles avaient diminué de 27.938,4 MBIF au deuxième trimestre 2024.

En glissement annuel, les paiements effectués vers l'étranger via le système bancaire ont diminué de 12,9% au deuxième trimestre 2025, s'établissant à 246,88 contre 283,53 MUSD au même trimestre de l'année précédente. En revanche, par rapport au trimestre précédent, ils ont progressé de 2,8%.

Graphique 5 : Evolution des paiements émis vers l'étranger (en millions de USD)



Source : BRB

2.3. Finances et dette publiques

2.3.1. Finances publiques

Au deuxième trimestre 2025, le déficit budgétaire s'est davantage creusé par rapport au même trimestre de 2024, s'établissant à 419.567,8 contre 248.335,3 MBIF, en raison de l'augmentation plus importante des dépenses (60,1%) que des recettes (56,0%).

En glissement annuel, les recettes courantes ont augmenté de 51,3% au deuxième trimestre 2025, s'élevant à 695.341,1 contre 459.616,5 MBIF, tirées par l'augmentation des recettes fiscales (59,4%) et non fiscales (20,9%). Concernant les dons en capital, elles ont augmenté de 84,8%, s'établissant à 139.495,8 contre 75.466,8 MBIF au deuxième trimestre 2024. Les recettes courantes collectées au deuxième trimestre 2025 sont presque égales à celles du trimestre précédent.

Tableau 10 : Opérations financières de l'Etat (en MBIF)

	2 ^{ème} Trim.2024	1 ^{er} Trim.2025	2 ^{ème} Trim.2025
A. RECETTES ET DONNS	535 083,4	751 799,3	834 836,8
a. Recettes courantes	459 616,5	695 622,6	695 341,1
b. Dons en capital	75 466,8	56 176,7	139 495,8
B. DEPENSES	783 418,6	895 787,2	1 254 404,7
a. Dépenses courantes	456 129,5	542 243,2	636 045,4
Salaires	221 548,7	264 807,7	262 953,1
b. Dépenses en capital	327 289,2	353 544,0	618 359,3
Sur ressources nationales	235 528,2	292 474,1	470 190,0
Sur prêts et dons extérieurs	91 761,0	61 069,9	148 169,2
SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base	-248 335,3	-143 987,9	-419 567,8
C. FINANCEMENT (BASE CAISSE)	322 210,5	1 270,9	471 282,4
1. FINANCEMENT EXTERIEUR NET	10 982,4	-5 332,3	-374,5
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	311 228,1	6 603,2	471 656,9
D. Erreurs et omission	-73 875,2	142 717,0	-51 714,5

Source : MFBPE

En glissement annuel, les dépenses totales ont augmenté de 60,1% au deuxième trimestre 2025, s'établissant à 1.254,4 contre 783,4 Mrds de BIF. Cette augmentation a porté sur les dépenses d'achats de biens et services (+57.007,4 MBIF) et les salaires (+41.404,4 MBIF) consécutive à la mise en œuvre de la politique salariale équitable, ainsi que sur les subventions et autres transferts (+80.327,5 MBF).

Par rapport au trimestre précédent, les dépenses totales ont augmenté de 40,0%, en liaison principalement avec l'accroissement des achats de biens et services (+59 330,3 MBIF), des subventions et autres transferts (+31.029,0 MBIF) ainsi que la hausse des dépenses en capital sur les ressources nationales (+177.715,9 MBIF) liées à la construction des diverses infrastructures et des stocks stratégiques.

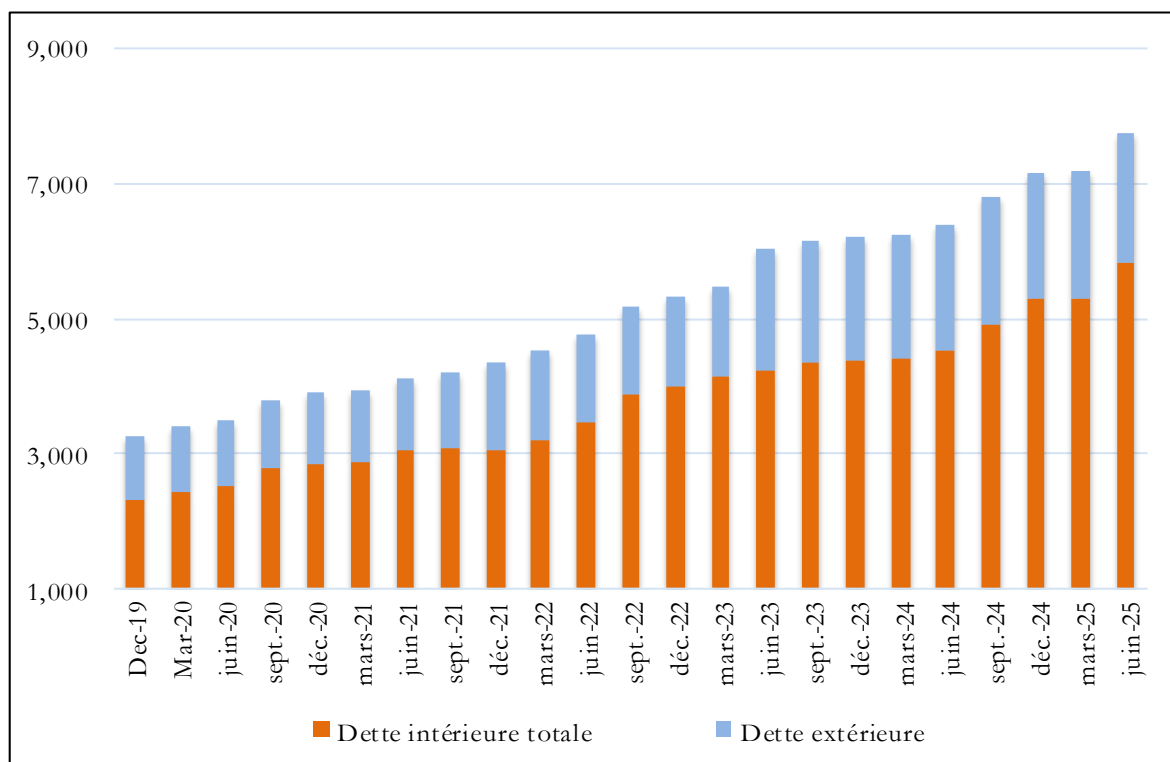
2.3.2. Dette publique

En glissement annuel, l'encours de la dette publique totale s'est accru de 21,1% à fin juin 2025, passant de 6.408,2 à 7.761,2 Mrds de BIF suite principalement à l'accroissement de la dette intérieure (+28,5%) et, dans une moindre mesure, de la dette extérieure (+3,2%).

Par rapport à la fin du trimestre précédent, l'encours de la dette a augmenté de 7,9%, suite à l'augmentation de la dette intérieure (+10,0%) et de la dette extérieure (+1,8%).

Exprimée en pourcentage du PIB, la dette publique totale représente 45,6 contre 47,0% à la même période de l'année précédente. Ce niveau est inférieur au plafond (50% du PIB) convenu dans les critères de convergence macroéconomique de la CEA.

Graphique 6 : Evolution de la dette publique (en Mrds de BIF)



Source : BRB à partir des données du MFBPE

En glissement annuel, la dette intérieure a augmenté de 28,5% à fin juin 2025, et de 10,0% en glissement trimestriel. Elle s'est établie à 5.838,5 Mrds de BIF à fin juin 2025. Composée essentiellement des avances de la Banque Centrale (50,0%) et des titres du Trésor (46,5%), la dette intérieure représente 75,2% de la dette publique totale.

D'une année à l'autre, la dette extérieure s'est accrue de 3,2%, s'établissant à 1.922,8 contre 1.864,8 Mrds de BIF, en liaison avec les nouveaux tirages (32.945,1 MBIF) et les plus-values de réévaluation (65.253,1 MBIF), partiellement atténués par l'amortissement de la dette (38.994,8 MBIF).

Le service de la dette extérieure s'est établi à 10.745,0 contre 89.433,7MBIF au deuxième trimestre 2024 et son ratio par rapport aux exportations des biens et services est de 2,7%.

2.4. Secteur monétaire

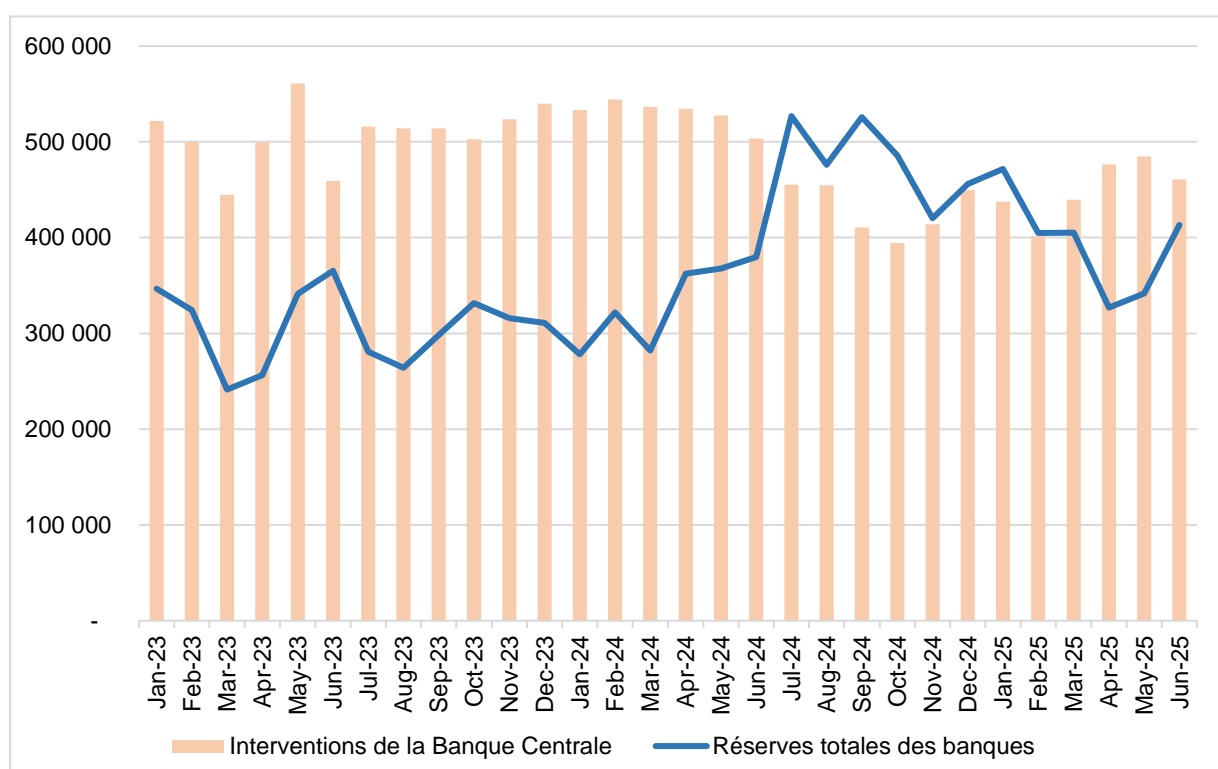
2.4.1. Réserves des banques et interventions de la BRB

Au cours du deuxième trimestre 2025, les réserves des banques en BIF ont diminué en moyenne trimestrielle (360.558 contre 433.454 MBIF), tandis qu'elles ont augmenté par rapport à celles enregistrées au même trimestre de l'année précédente (354.616 MBIF).

L'encours de refinancement de la Banque Centrale aux banques commerciales en faveur des secteurs porteurs de croissance s'élevait à 435.489 MBIF à fin juin 2025. Cet encours a diminué par rapport à 476.007 MBIF enregistré au trimestre précédent et à 538.227 MBIF observé au même trimestre de 2024. Un encours de facilité de prêt marginal pour un montant de 12.259 MBIF a été également enregistré à fin juin 2025.

Au cours de la période sous analyse, la BRB n'est pas intervenu sur le marché monétaire d'apport ou de reprise de liquidité par appel d'offres normal, en vue d'encourager le dynamisme du marché interbancaire dont le volume total échangé a été de 1.451,9 Mrds de BIF contre 1.027 Mrds de BIF au premier trimestre 2025 et 328,2 Mrds de BIF au second trimestre de 2024.

Graphique 7 : Réserves des banques et interventions de la BRB (en MBIF)



Source : BRB

2.4.2. Taux d'intérêt

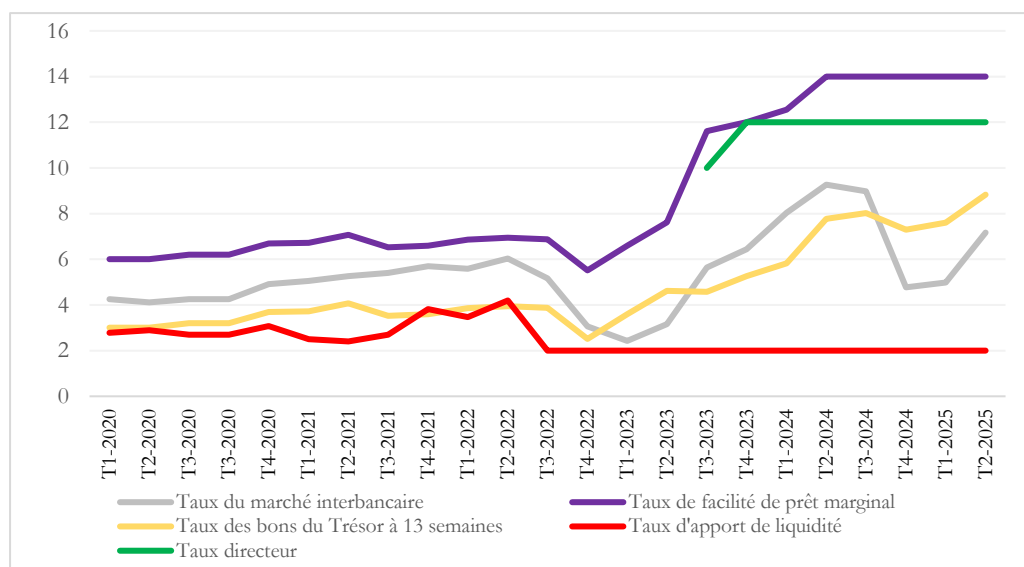
2.4.2.1. Taux d'intérêt du marché monétaire

Au deuxième trimestre 2025, la BRB a maintenu le taux directeur à 12%, estimant que les pressions inflationnistes persistent. En conséquence, le taux de facilité de prêt marginal s'est fixé à 14%. Il est obtenu par majoration du taux directeur de 2 points de pourcentage.

Ce niveau de taux de directeur devrait aussi servir de taux minimum pour les opérations d'apport normal de liquidité, bien qu'aucune opération n'ait été effectuée au cours de la période sous analyse en vue d'encourager le dynamisme du marché interbancaire. Les banques en besoin pressant de liquidité ont recouru à la facilité de prêt marginal. Le taux des opérations d'apport de liquidité dans le cadre de la politique de refinancement spécial dédié aux secteurs porteurs de croissance est resté fixé à 2,00%.

Les autres taux du marché monétaire ont augmenté par rapport au premier trimestre 2025. En effet, le taux moyen pondéré du marché interbancaire est passé de 4,98 à 7,16% et celui des bons du Trésor à 13 semaines est passé de 7,61 à 8,66%, en moyenne trimestrielle.

Graphique 8 : Taux d'intérêt du marché monétaire (en %)



Source : BRB

2.4.2.2. Taux d'intérêt du secteur bancaire

Les taux d'intérêt du secteur bancaire ont globalement augmenté au deuxième trimestre 2025. En moyenne trimestrielle, le taux d'intérêt moyen pondéré débiteur s'est établi à 14,06% contre 13,69% au premier trimestre 2025 et 13,18% au deuxième trimestre 2024. Cette augmentation a porté sur toutes les échéances, à savoir les crédits à court terme (15,53% contre 15,19 et 14,54%), les crédits à moyen terme (12,90 contre 12,67 et 12,40%) et les crédits à long terme (12,30 contre 11,84 et 11,78%).

A fin de période, le taux d'intérêt moyen pondéré débiteur s'est fixé à 14,20% à fin juin 2025 contre 13,89 à fin mars 2025 et 13,31% à fin juin 2024.

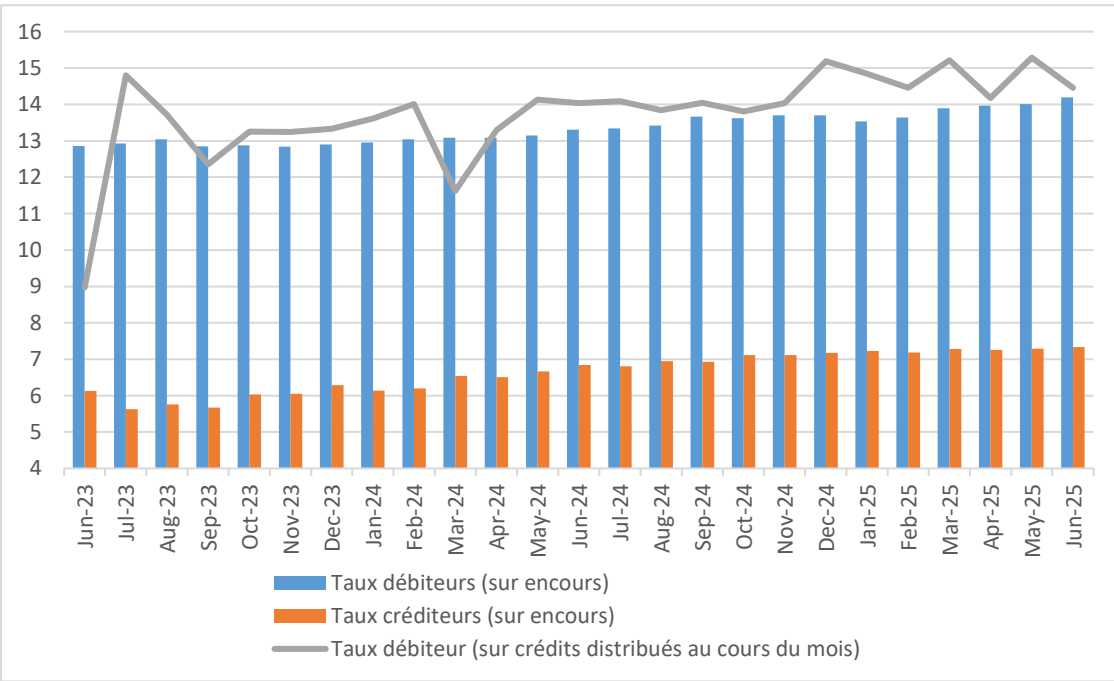
Tableau 11 : Taux d'intérêts moyens pondérés débiteurs et créditeurs (sur encours)

Taux moyens pondérés débiteurs à fin de				Taux moyens pondérés Créditeurs à fin de			
	juin-24	mars-25	juin-25		juin-24	mars-24	juin-24
Court terme	14.73	15.38	15.65	Dépôts à vue	5.44	6.31	5.77
Moyen terme	12.46	12.70	13.00	Comptes dur livret	5.15	5.08	4.94
Long terme	11.78	12.17	12.53	Dépôts à terme	6.91	7.31	7.38
Moyenne générale	13.31	13.89	14.20	Moyenne générale	6.84	7.28	7.33

Source : BRB

Le taux d'intérêt moyen sur les crédits distribués au deuxième trimestre 2025 a toutefois diminué à 14,86% par rapport à 15,32% du trimestre précédent, tandis qu'il a augmenté en comparaison avec 14,34% du trimestre correspondant de 2024. Pour le mois de juin 2025, il s'est établi à 14,40 contre 15,62% à fin mars 2025 et 15,18% à fin juin 2024.

Graphique 9 : Taux d'intérêt débiteur et créateur moyens (en %)



Source : BRB

Le taux d'intérêt moyen pondéré créateur a augmenté au deuxième trimestre 2025, se fixant à 7,29% en moyenne trimestrielle contre 7,23% au premier trimestre 2025 et 6,67% au deuxième trimestre 2024. En comparaison avec le trimestre précédent, cette augmentation a concerné la rémunération des dépôts à terme (7,34 contre 7,27%) tandis que le taux sur les dépôts à vue (5,78 contre 6,06%) et aux comptes sur livrets (5,00 contre 5,05%) a baissé, en moyenne trimestrielle. Par rapport au trimestre

correspondant de 2024, le taux moyen créditeur a augmenté, en moyenne trimestrielle, pour les dépôts à terme (7,34 contre 6,74%) et les dépôts à vue (5,78 contre 5,39%) tandis que le taux pour les comptes sur livrets a baissé à 5,00 contre 5,19% au deuxième trimestre 2024.

2.4.3. Base monétaire

A fin juin 2025, la base monétaire a augmenté de 7,6% en glissement trimestriel et de 27,6% en glissement annuel, s'établissant à 2.209,1 contre 2.052,9 Mrds à fin mars 2025. Ces évolutions sont principalement tirées par l'amélioration de 17,9% des avoirs extérieurs nets, en glissement trimestriel et l'augmentation de 29,6% des avoirs intérieurs nets en glissement annuel, à travers les créances nettes sur l'administration centrale.

Ainsi, en glissement trimestriel, les avoirs extérieurs nets ont contribué de 6,0 points de pourcentage à la croissance de la base monétaire contre 1,6 points de pourcentage des avoirs intérieurs nets. Au contraire, la croissance annuelle de la base monétaire est totalement tirée par les avoirs intérieurs nets (29,6 points de pourcentage), principalement les créances nettes sur l'administration centrale (40,7 points de pourcentage).

Tableau 12 : contribution à la croissance de la base monétaire (en %)

	Trimestrielle	Annuelle
Avoirs extérieurs nets	6,0	-2,0
Avoirs intérieurs nets	1,6	29,6
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	12,1	40,7
Créances sur les autres institutions de dépôts	-2,0	-6,0
Autres créances	-8,5	-5,1
Base monétaire = Contreparties	7,6	27,6

Source : BRB

Les créances nettes sur l'administration centrale se sont établies à 1.799,7 Mrds de BIF à fin juin 2025, en hausse de 16,0% par rapport à leur niveau à fin mars 2025 et de 64,4% par rapport à fin juin 2024. Par contre, les créances sur les autres institutions de dépôts, ont baissé, en glissement trimestriel (-8,7%) comme en glissement annuel (-19,7%) à fin juin 2025, de même que les autres créances (-24,0%, en glissement trimestriel et -13,8% en glissement annuel).

Les avoirs extérieurs nets se sont établis à -568,9 Mrds de BIF à fin juin 2025 contre -692,7 Mrds de BIF à fin mars 2025 et -533,8 Mrds de BIF à fin juin 2024.

Tableau 13 : Base monétaire et ses contreparties (en MBIF)

	juin-24	mars-25	juin-25	variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Billets et pièces en circulation	910,4	1 195,5	1 323,6	10,7	45,4
Dépôts des autres institutions de dépôts	642,1	625,0	703,6	12,6	9,6
Dépôts des autres sociétés financières	6,0	0,8	1,0	24,5	-83,7
Dépôts divers	173,4	231,6	181,0	-21,8	4,4
Base monétaire = Contreparties	1 732,0	2 052,9	2 209,1	7,6	27,6
Avoirs extérieurs nets	-533,8	-692,7	-568,9	17,9	-6,6
Avoirs intérieurs nets	2 265,8	2 745,7	2 778,0	1,2	22,6
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	1 094,4	1 551,6	1 799,7	16,0	64,4
Créances sur les autres institutions de dépôts	528,7	465,0	424,5	-8,7	-19,7
Autres créances	642,6	729,1	553,8	-24,0	-13,8

Source : BRB

L'augmentation trimestrielle et annuelle de la base monétaire a principalement porté sur les billets et pièces en circulation qui ont augmenté de 128,0 Mrds de BIF, en glissement trimestriel et de 413,1 Mrds de BIF, en glissement annuel, pour se fixer à 1.323,6 Mrds de BIF à fin juin 2025. Les dépôts des autres institutions de dépôts se sont établis à 703,6 Mrds de BIF à fin juin 2025, en augmentation de 78,6 Mrds de BIF, en glissement trimestriel et de 61,5 Mrds de BIF, en glissement annuel.

2.4.4. Masse monétaire et contreparties

La masse monétaire (M3) s'est accrue de 3,5% en glissement trimestriel et de 31,5% en glissement annuel. Elle s'est établie à 7.457,3 Mrds de BIF à fin juin 2025 contre 5.731,9 Mrds de BIF à la période correspondante de 2024. Cette croissance a été tirée par les avoirs intérieurs nets en glissement trimestriel (3,7 points de pourcentage) et annuel (34,0 points de pourcentage). Toutefois, les avoirs extérieurs nets ont exercé un effet restrictif à la croissance de M3 (-0,2 points de pourcentage, en glissement trimestriel et -2,5 points de pourcentage, en glissement annuel).

En effet, les avoirs extérieurs nets ont baissé, tant en glissement trimestriel (-2,2%) qu'en glissement annuel (-9,3%), passant de -1.470,2 à -1.607,6 Mrds de BIF sur les douze derniers mois.

Tableau 14 : Contribution des contreparties à la croissance de M3

	variation trimestriell	variation annuelle
A EN	-0.2	-2.5
A IN	3.7	34.0
Crédit Intérieur	4.0	40.1
Créances nettes sur l'Adm. Centra	2.5	19.4
Créances sur l'économie	1.5	20.6
Autres postes nets	-0.3	-6.1
M3	3.5	31.5

Source : BRB

Les créances nettes sur l'administration centrale se sont établies à 4.165,9 Mrds de BIF à fin juin 2025, en augmentation de 10,5%, en glissement trimestriel et de 34,3%, en glissement annuel. Leur contribution à la croissance de M3 a été de 2,5 points de pourcentage, en glissement trimestriel et de 19,4 points de pourcentage, en glissement annuel. De même, les créances sur l'économie ont progressé de 4,0% par rapport à leur niveau de fin mars 2025 et de 22,6%, en glissement annuel, pour s'élever à 6.082,7 Mrds de BIF à fin juin 2025. Leur contribution à la croissance de M3 a été de 1,5 points de pourcentage, en glissement trimestriel et de 20,6 points, en glissement annuel. Les autres postes nets ont baissé, tant en glissement trimestriel (-4,8%) qu'en glissement annuel (-39,0%), s'établissant à 1.183,7 Mrds de BIF à fin juin 2025.

Tableau 15 : Masse monétaire et ses contreparties (en MBIF)

	juin-24	mars-25	juin-25	variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Circulation fiduciaire hors institutions de depoô	808.3	1,041.0	1,186.3	14.0	46.8
Dépôts à vue	2,882.7	3,563.0	3,870.0	8.6	34.2
Dépôts à terme et d'epargne	1,500.2	1,656.4	1,740.3	5.1	16.0
Dépôts en devises des résidents	540.7	653.2	659.7	1.0	22.0
Titres émis par les institutions de dépôts (*)	-	1.0	1.0	0.0	-
Masse Monétaire (M3)= Contreparties	5,731.9	6,914.6	7,457.3	3.5	31.5
AEN	-1,470.2	-1,572.6	-1,607.6	-2.2	-9.3
AIN	7,202.1	8,487.3	9,064.8	6.8	25.9
Crédit Intérieur	8,053.7	9,617.0	10,248.6	6.6	27.3
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	3,101.6	3,768.5	4,165.9	10.5	34.3
Créances sur l'économie	4,952.1	5,848.5	6,082.7	4.0	22.8
Autres postes nets	-851.6	-1,129.7	-1,183.7	-4.8	-39.0

* : détenus par les secteurs détenteurs de monnaie

Source : BRB

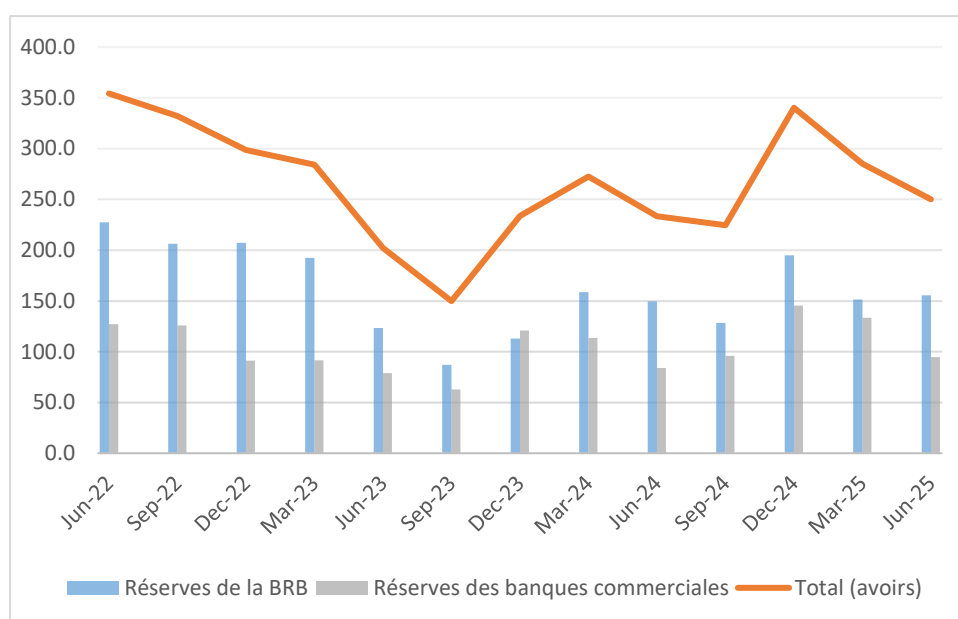
Au niveau des composantes de la masse monétaire (M3), la circulation fiduciaire hors institutions de dépôts a augmenté de 14,0%, en glissement trimestriel et de 46,8% en glissement annuel, pour totaliser 1.186,3 Mrds de BIF à fin juin 2025. Il en est de même pour les dépôts à vue qui sont passés de 2.882,7 à 3.870,0 Mrds de BIF sur les douze derniers mois, soit une augmentation annuelle et trimestrielle de 34,2% et de 8,6%, respectivement.

Les dépôts à terme et les dépôts en devise des résidents ont respectivement augmenté de 5,1 et de 1,0%, en glissement trimestriel et de 16,0 et 22,0% en glissement annuel.

2.4.5. Avoirs extérieurs du secteur bancaire

Les avoirs extérieurs du secteur bancaire ont baissé de 12,3% en glissement trimestriel tandis qu'ils ont augmenté de 7,2% en glissement annuel. Ils se sont établis à 250,2 contre 285,2 MUSD à fin mars 2025 et 233,4 MUSD à fin juin 2024.

Graphiques 10 : Evolution des réserves internationales (en MUSD)



Source : BRB

Les avoirs extérieurs bruts de la BRB ont augmenté de 2,6% en glissement trimestriel et de 4,1% en glissement annuel, s'élevant à 155,6 MUSD à fin juin 2025. Les avoirs extérieurs des banques commerciales ont baissé de 29,2% d'un trimestre à l'autre tandis qu'ils ont augmenté de 12,7% en glissement annuel, se fixant à 94,6 MUSD à fin juin 2025.

Les réserves officielles de change ont augmenté de 2,8%, en glissement trimestriel et de 10,5% en glissement annuel, s'élevant à 152,7 MUSD à fin juin 2025. La couverture des réserves officielles en mois d'importations de biens et services est de 1,5 mois d'importations à fin juin 2025 contre 1,4 mois à fin mars 2025 et 1,2 mois à fin juin. 2024. Ce niveau reste inférieur à la norme fixée dans les critères de convergence macroéconomique des pays de la CEA de 4,5 mois d'importations de biens et services.

2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

A la fin du deuxième trimestre de l'année 2025, le bilan agrégé du secteur bancaire a augmenté de 17,1% en glissement annuel et de 4,1% en glissement trimestriel, entraîné par la hausse des crédits à l'économie. Le ratio de solvabilité a baissé sur une base annuelle.

2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

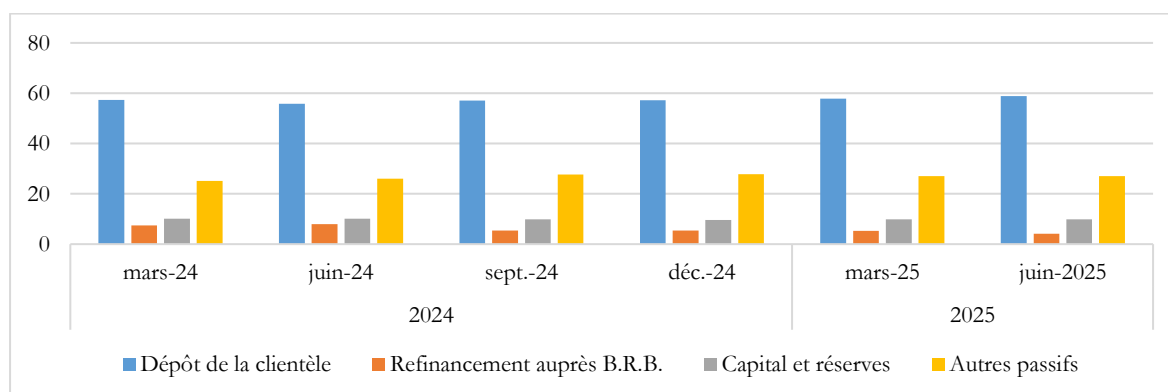
2.5.1.1. Principales ressources

En glissement annuel, les dépôts de la clientèle ont augmenté de 23,4% à fin juin 2025, s'établissant à 5.860,2 contre 4.748,0 Mrds de BIF à la période correspondante de l'année précédente. A contrario, les

refinancements des établissements de crédit auprès de la Banque Centrale ont baissé de 27,7%, s'établissant à 416,6⁷ Mrds de BIF à fin juin 2025 contre 576,4 Mrds de BIF à la période correspondante de 2024.

D'une fin de trimestre à l'autre, les dépôts de la clientèle ont augmenté de 6,1% et les refinancements des établissements de crédit auprès de la BRB ont diminué de 16,8%.

Graphique 11 : Répartition des ressources (% du total)



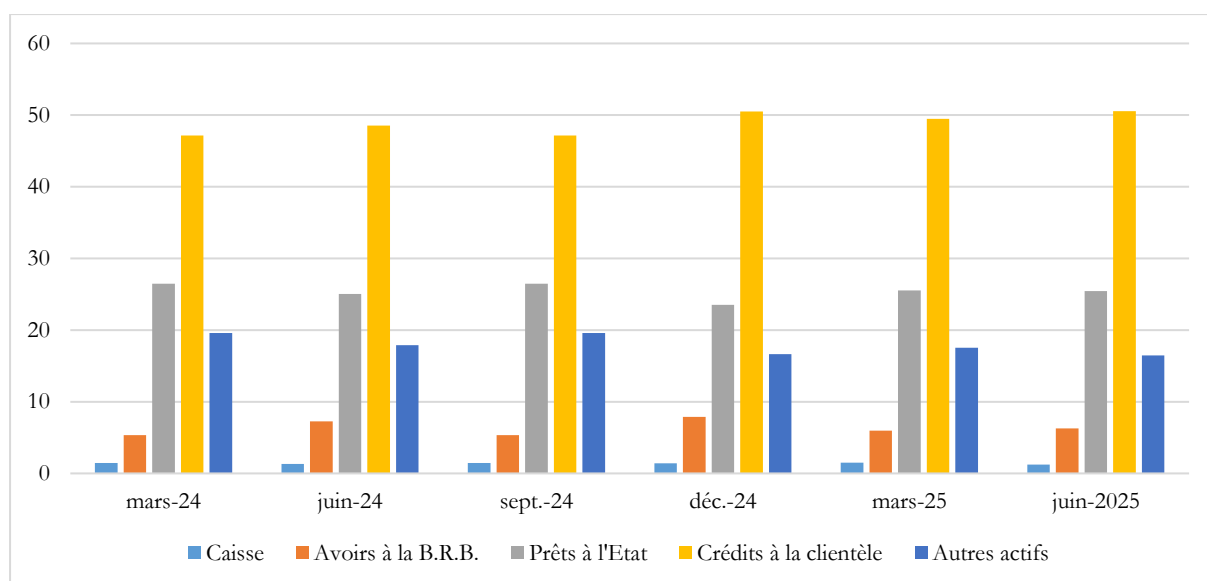
Source : BRB

2.5.1.2. Principaux emplois

Les prêts à l'économie se sont accrus de 21,9% en glissement annuel, s'établissant à 5.028,9 contre 4.125,7 Mrds de BIF à fin juin 2024. Sur une base trimestrielle, ils ont augmenté de 6,4%. Le montant des Bons et Obligations du Trésor a augmenté de 17,0%, en glissement annuel, s'établissant à 2.209,8 Mrds de BIF à fin juin 2025 contre 1.888,9 Mrds de BIF à la période correspondante en 2024. De même, par rapport à fin juin 2025, ils ont augmenté de 2%.

⁷ Cette valeur comprend les intérêts courus non payés.

Graphique 12 : Répartition des emplois du secteur bancaire (% du total)



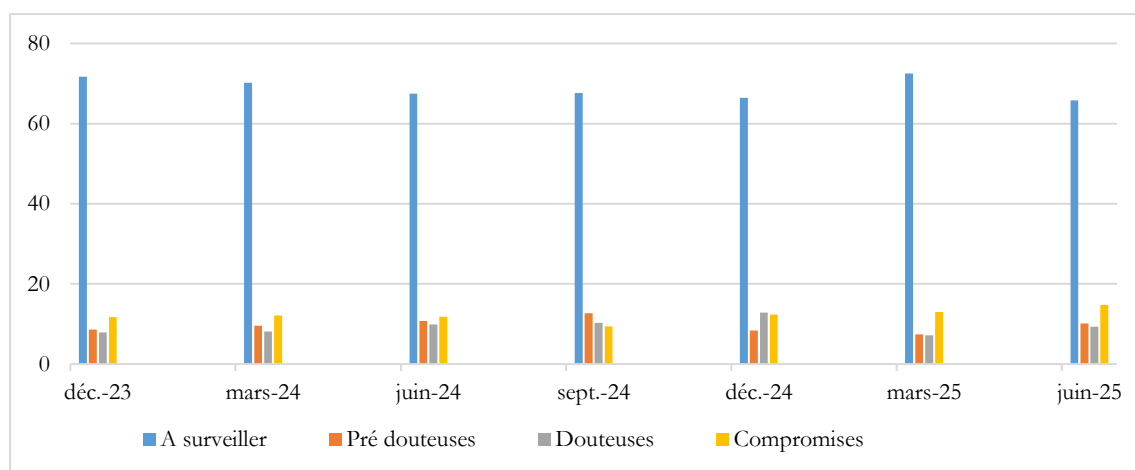
Source : BRB

2.5.2. Stabilité Financière

2.5.2.1. Qualité du portefeuille de crédits

Les prêts non performants ont augmenté de 33,3% en glissement annuel et de 6,5% en glissement trimestriel. Ils se sont établis à 199,1 Mrds de BIF à fin juin 2025 contre 149,4 Mrds de BIF à fin juin 2024. La proportion des créances non performantes dans le total des créances impayées a augmenté de 1,7 points de pourcentage sur une base annuelle et de 6,7 points de pourcentage sur une base trimestrielle, s'établissant à 34,2%. Les créances à surveiller se sont établies à 65,8% du total des prêts impayés à fin juin 2025 contre 67,5% à fin juin 2024.

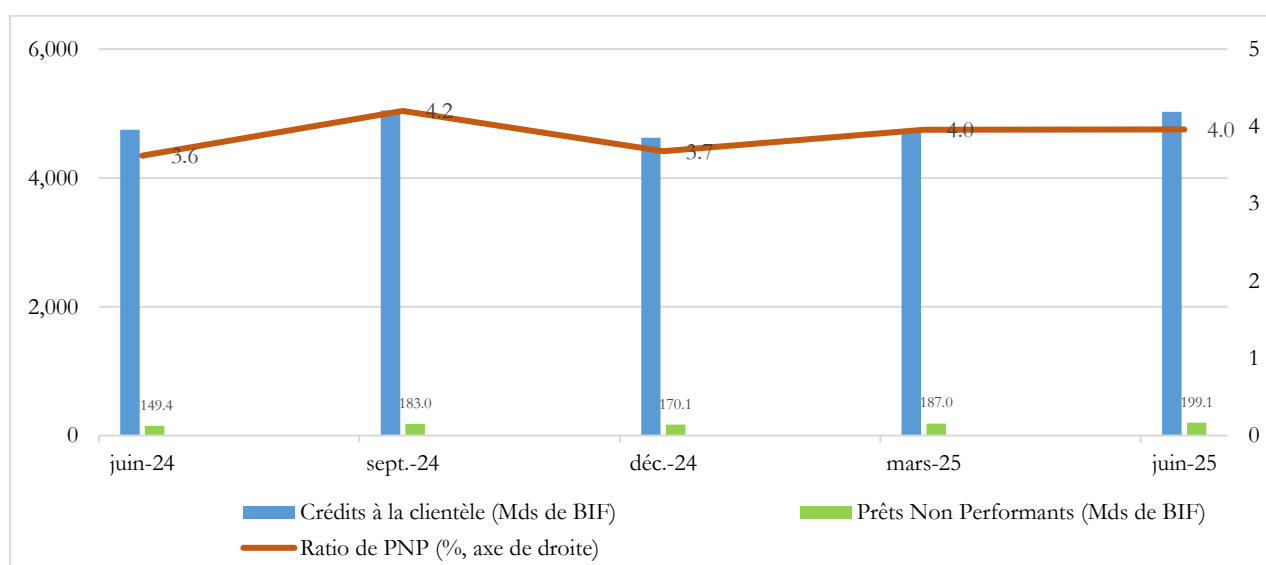
Graphique 13 : Créances impayées par classe (% du total)



Source : BRB

En glissement annuel, la qualité du portefeuille crédits s'est légèrement détériorée, s'établissant à 4,0% à fin juin 2025 contre 3,6% à fin juin 2024 et 4,0% à fin mars 2025.

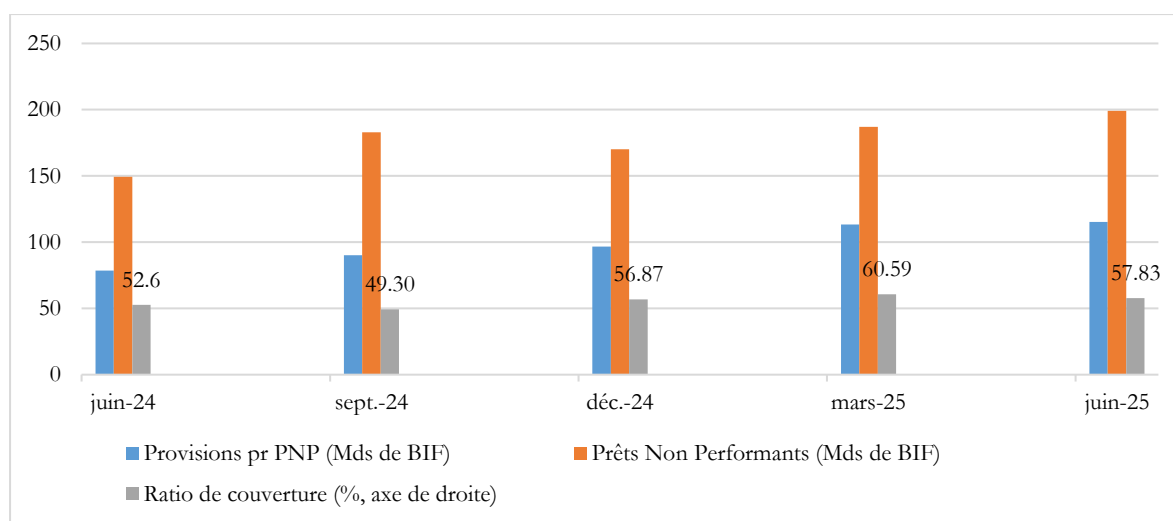
Graphique 14 : Ratio des prêts non performants



Source : BRB

En glissement annuel, le ratio de couverture des prêts non performants par les provisions a augmenté, s'établissant à 57,8% au deuxième trimestre 2025 contre 52,6% à fin juin 2024. A fin mars 2025, ce ratio était de 60,6%.

Graphique 15 : Provisions et taux de couverture (en %)

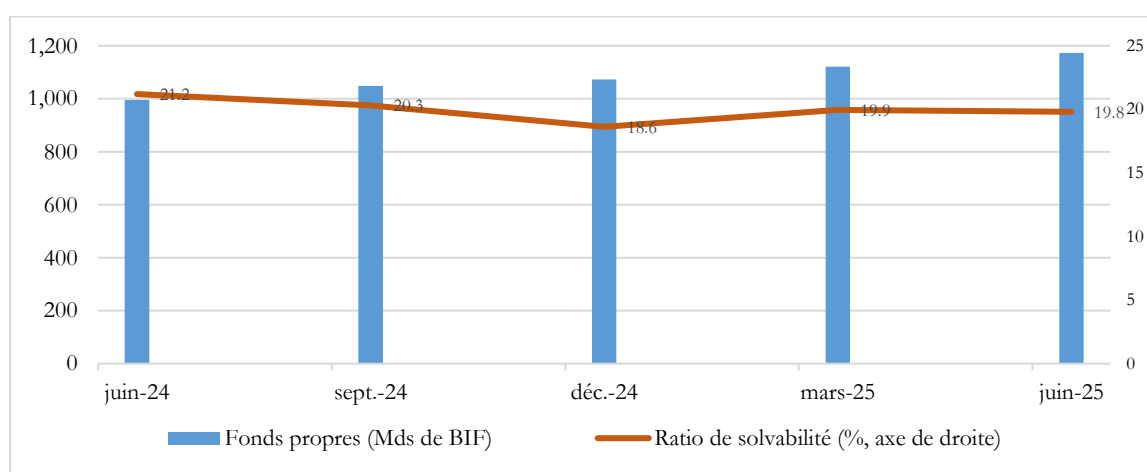


Source : BRB

2.5.2.2. Adéquation des fonds propres

Les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 17,9% en glissement annuel et de 4,6% sur une base trimestrielle. Ils ont atteint 1.173,1 Mrds de BIF à fin juin 2025 contre 994,8 Mrds de BIF à fin juin 2024 et à 1.121,4 Mrds de BIF à fin mars 2025. En glissement annuel, le ratio de solvabilité globale a diminué, s'établissant à 19,8% à fin juin 2025 contre 21,2% à fin juin 2024 et 19,9% à fin mars 2025, le minimum réglementaire étant de 14,5%.

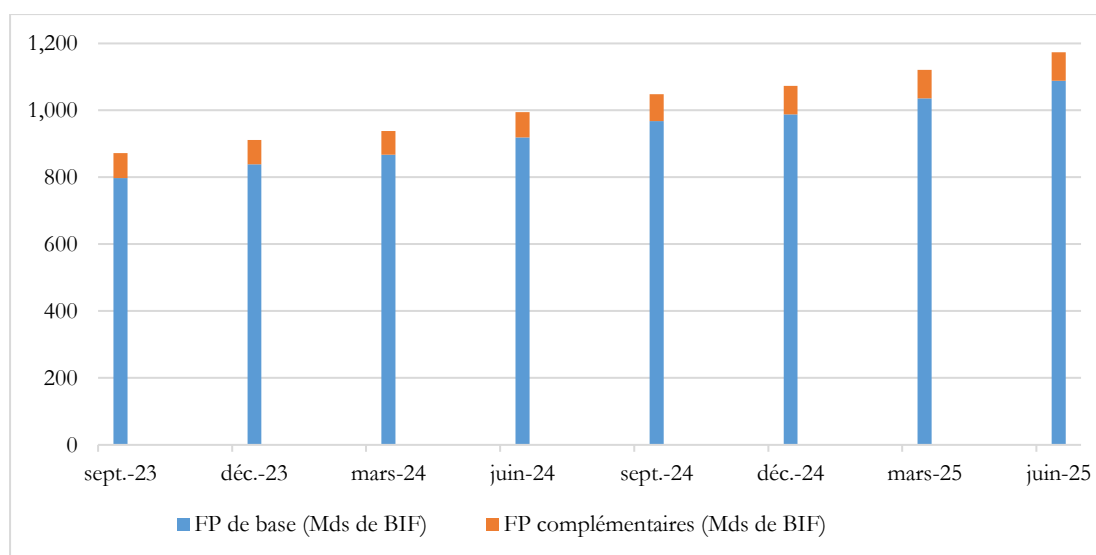
Graphique 16 : Fonds propres et ratio de solvabilité



Source : BRB

A fin juin 2025, les fonds propres de base ont augmenté de 18,3% sur une base annuelle, se fixant à 1.088,0 contre 919,3 Mrds de BIF à la même période de 2024. Ils ont augmenté de 5% par rapport à fin mars 2025.

Graphique 17 : Structure des fonds propres (en Mrds de BIF)



Source : BRB

2.5.2.3. Rentabilité du secteur bancaire

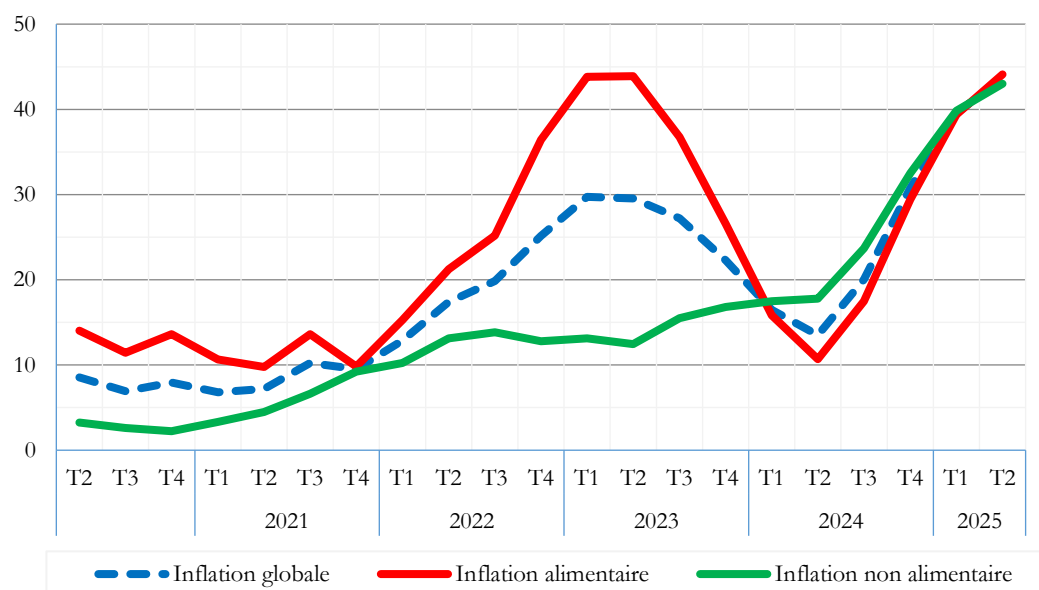
Le produit net bancaire s'est accru de 24,1% en glissement annuel, se fixant à 341,5 Mrds de BIF à fin juin 2025 contre 275,1 Mrds de BIF à fin juin 2024. De même, le résultat net a augmenté de 22,8%, se fixant à 122,2 contre 99,5 Mrds de BIF à fin juin 2024. Les rendements moyens des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) ont également augmenté, s'établissant respectivement à 1,23 et 10,4% à fin juin 2025 contre 1,17 et 10,0% à fin juin 2024.

2.6. Evolution et perspectives d'inflation

2.6.1. Evolutions récentes

Les prix à la consommation ont augmenté, en moyenne trimestrielle, au cours du deuxième trimestre 2025. L'inflation globale s'est établie à 43,7 contre 39,5% du trimestre précédent. Cette augmentation est liée à la fois à l'inflation alimentaire (44,1 contre 39,4%) et non alimentaire (43,0 contre 39,8%).

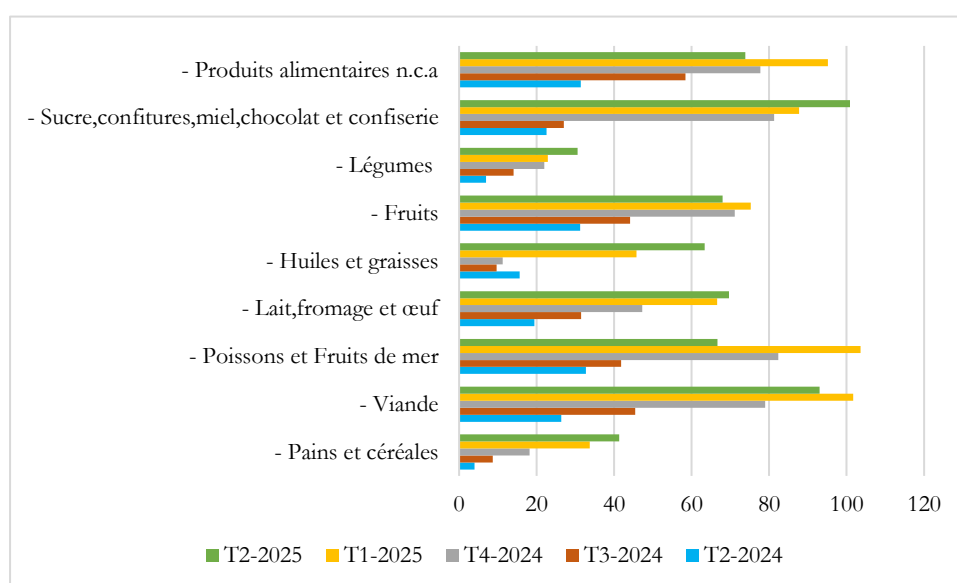
Graphique 18 : Inflation par principales composantes (en %)



Source : BRB, à partir des données de l'INSBU

L'augmentation de l'inflation alimentaire est essentiellement tirée par la hausse des prix des principaux produits des sous rubriques : « pains et céréales » (41,3 contre 33,7%), « lait, fromage et œuf » (69,6 contre 66,6%), « Huiles et graisses » (63,3 contre 45,8%), « légumes » (30,6 contre 20,8%) et « sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie » (100,8 contre 87,8%). Par contre, l'inflation a reculé pour les produits des sous rubriques : « viande » (93,0 contre 101,7%), « Poissons et fruit de mer » (66,7 contre 103,6%), « fruits » (68,0 contre 75,3%).

Graphique 19 : Inflation alimentaire par produit

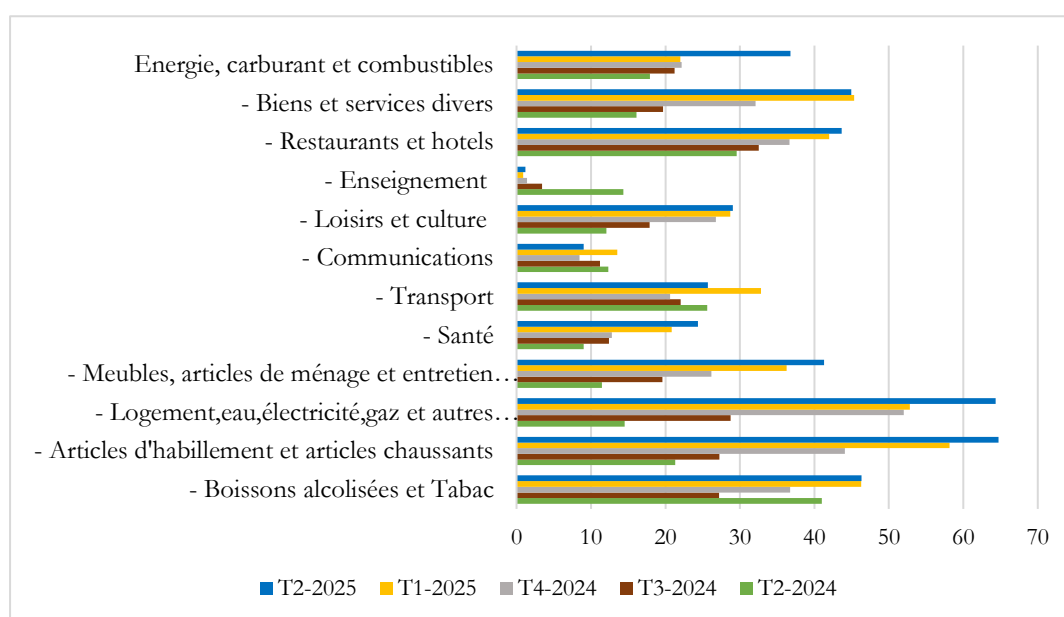


Source : BRB, à partir des données de l'INSBU

L'augmentation de l'inflation non alimentaire est principalement expliquée par la hausse des prix de « articles d'habillement et articles chaussants » (64,7 contre 58,1%), « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (64,3 contre 52,8%), « Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (41,3 contre 36,3 %), « santé » (24,4 contre 20,9%) et « Restaurants et hôtels » (43,6 contre 42,0%).

L'inflation de l'énergie, carburant et combustibles s'est établie à 36,8 contre 22,0% au trimestre précédent.

Graphique 20 : Inflation non alimentaire par produits



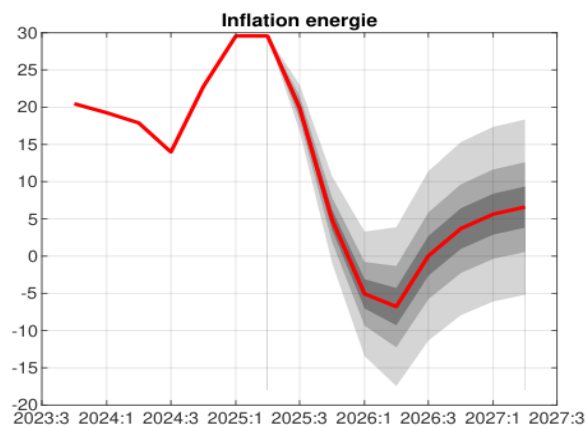
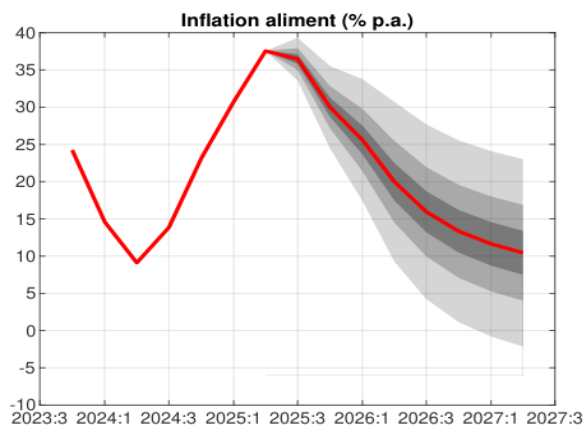
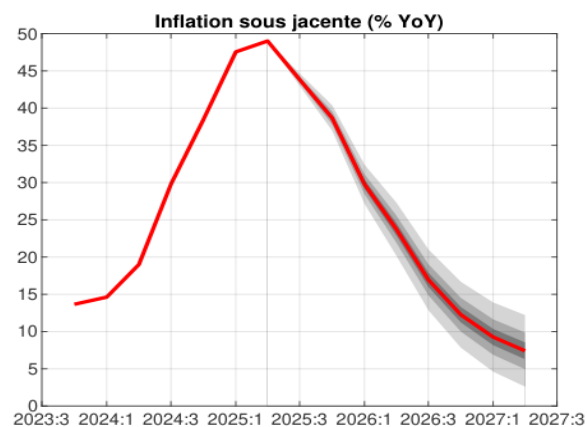
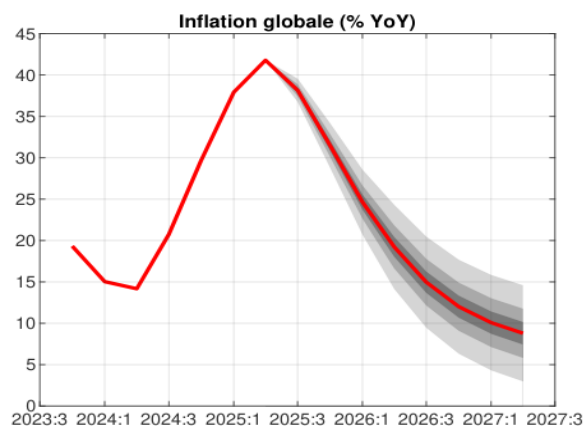
Source : BRB, à partir des données de l'INSBU

Quant à l'inflation sous-jacente, elle a augmenté au cours du deuxième trimestre 2025, s'établissant à 49,4 contre 45,8% au trimestre précédent.

2.6.2. Perspectives d'inflation

L'inflation globale attendue au troisième trimestre 2025 est de 39,1%, en baisse par rapport à celle (43,7%) enregistrée au trimestre précédent, en raison notamment de la bonne production agricole malgré les perturbations récurrentes en approvisionnement du carburant et de l'atténuation de l'impact des tensions géopolitiques sur les prix des produits de base. L'inflation au troisième trimestre 2025 resterait fortement influencée par les prix des produits alimentaires (37,2%) et énergétiques (23,1%). Par ailleurs, l'inflation sous-jacente, qui exclut les composantes volatiles tels que les produits alimentaires et énergétiques, resterait à un niveau élevé (44,5%).

Graphique 21 : Prévisions de l'inflation par composantes



MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

Le contexte national est resté marqué par des pressions inflationnistes et des perspectives économiques qui restent sujettes aux chocs internes et externes. La BRB reste engagée à poursuivre la mise en œuvre des réformes de politique monétaire et de change visant la stabilité des prix et du système financier, tout en contribuant à la mise en œuvre des politiques économiques propices à la stabilité macroéconomique et au développement harmonieux du pays.

A cet effet, la BRB décide de :

- Maintenir le taux directeur à 12%;
- Renforcer la coordination des politiques monétaire et budgétaire en vue d'assurer l'efficacité des instruments de la politique monétaire ;
- Maintenir une communication régulière avec tous les acteurs économiques.

ANNEXES

Annexe1 : PIB par branche d'activité (au prix de 2005)

	2020	2021	2022	2023	2024 (est)	2025(p)
Secteur primaire	-16.2%	10.1%	-4.4%	3.1%	3.1%	3.7%
- Agriculture vivrière	-17.3%	11.1%	-5.2%	3.3%	2.7%	3.8%
- Agriculture d'exportation	18.5%	-9.4%	17.0%	-5.1%	7.3%	-0.4%
- Café	98.5%	-44.2%	99.9%	-33.8%	63.0%	-15.0%
- Thé	-0.1%	1.6%	-1.0%	4.5%	-11.9%	5.0%
- Autres cultures d'exportation	36.4%	12.6%	12.3%	13.2%	22.2%	8.0%
- Forêt	11.6%	12.4%	-2.0%	5.9%	3.6%	5.0%
- Elevage	-35.7%	5.0%	-11.4%	5.8%	8.8%	5.0%
- Pêche	8.0%	17.8%	2.4%	1.7%	-0.6%	4.0%
Secteur secondaire	1.0%	7.2%	5.1%	3.0%	1.0%	3.8%
- Extraction	5.6%	1.2%	-3.5%	1.4%	-7.1%	4.0%
- Industries	-8.2%	2.6%	5.0%	1.3%	-3.1%	2.0%
- Industries agroalimentaires	-12.1%	0.6%	2.0%	0.2%	-3.9%	1.8%
- Industries Manufacturières	6.5%	8.7%	13.6%	4.1%	-1.0%	2.6%
- Industries textiles	10.3%	12.2%	11.5%	4.1%	-1.3%	3.0%
- Autres industries manufacturières	5.7%	8.1%	14.0%	4.1%	-0.9%	2.5%
- Electricité, gaz et eau	-19.2%	11.7%	-1.8%	5.0%	-0.9%	7.0%
- Construction	25.9%	16.1%	6.5%	5.7%	8.1%	6.0%
Secteur tertiaire	8.5%	1.1%	4.3%	3.1%	5.6%	5.2%
- Commerce	-68.1%	-35.9%	50.8%	1.1%	-16.3%	5.0%
- Transport et communication	-9.5%	15.7%	-1.6%	2.8%	11.1%	6.1%
- Transports	-9.5%	27.4%	-9.8%	1.6%	-2.2%	3.0%
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	-9.5%	11.6%	1.7%	3.2%	15.7%	7.0%
- Banques et Assurances	6.8%	2.8%	5.4%	6.6%	10.5%	8.0%
- Hébergement, Restaurant et autres services marchands	-29.9%	-4.8%	1.4%	1.6%	-2.8%	4.0%
- Administration publique	18.6%	3.8%	4.8%	4.5%	7.5%	5.3%
- Education	18.6%	1.0%	3.3%	3.5%	3.1%	4.0%
- Santé et action sociale	24.5%	7.1%	3.3%	2.5%	-9.9%	4.0%
- Activités à caractère collectif ou personnel	36.8%	-22.8%	3.7%	0.8%	10.0%	4.3%
- Services domestiques	36.8%	-14.9%	4.2%	3.8%	1.8%	5.0%
- SIFIM	-17.0%	-6.4%	5.3%	11.1%	7.7%	6.0%
PIB aux coûts des facteurs	-0.2%	4.6%	2.1%	3.1%	4.0%	4.6%
Impôts et Taxes	4.1%	-6.8%	2.5%	4.5%	2.9%	4.6%
PIB aux prix du marché	0.3%	3.2%	2.2%	3.3%	3.9%	4.6%

Source : MFBPE, Modèle MACMOD-BI

Annexe 2 : Inflation par principales composantes (en %)

Mois	Inflation globale	Inflation alimentaire	Inflation Hors alimentaire
juin-21	9,1	12,2	5,7
juil.-21	9,7	13,0	6,2
août-21	10,5	14,2	6,6
sept.-21	10,5	13,7	7,1
oct.-21	9,9	11,6	8,0
nov.-21	8,7	8,3	9,2
déc.-21	10,0	9,6	10,5
janv.-22	12,3	14,5	10,0
févr.-22	13,4	16,2	10,3
mars-22	12,9	15,1	10,4
avr.-22	16,1	19,4	12,3
mai-22	18,6	23,1	13,6
juin-22	17,5	21,2	13,5
juil.-22	19,0	24,6	12,8
août-22	19,6	24,4	14,2
sept.-22	20,9	26,6	14,5
oct.-22	22,1	29,7	13,7
nov.-22	26,8	40,1	12,2
déc.-22	26,6	39,4	12,5
janv.-23	28,6	41,6	13,6
févr.-23	28,0	40,9	12,6
mars-23	32,6	48,9	13,2
avr.-23	32,6	48,5	13,5
mai-23	28,9	43,5	11,7
juin-23	27,1	39,7	12,1
juil.-23	26,1	35,9	13,9
août-23	28,8	39,3	16,0
sept.-23	26,8	35,1	17,1
oct.-23	26,6	34,4	16,8
nov.-23	20,4	23,0	16,7
déc.-23	20,1	22,4	16,9
janv.-24	17,6	17,7	17,5
fevr-24	17,8	17,4	18,2
mars-24	14,0	12,4	16,8
avr.-24	12,1	9,1	16,7
mai-24	12,5	9,2	17,4
juin-24	15,9	13,7	19,1
juil.-24	18,6	16,9	21,1
août-24	18,2	15,9	21,5
sept.-24	23,3	19,7	28,4
oct.-24	24,9	22,5	28,3
nov.-24	28,8	27,3	30,9
déc.-24	38,6	38,5	38,3
janv.-25	38,1	39,1	36,6
févr.-25	39,7	38,9	40,9
mars-25	40,9	40,1	42,0
avr.-25	45,5	46,2	44,6
mai-25	43,9	43,7	44,3
juin-25	41,6	42,5	40,1

Source : BRB

Annexe 3: Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	Recettes			Dépenses	Solde global
	Recettes int.	Dons	total Recettes		
avr-20	81 088,28	14 356,77	95 445,05	105 770,61	-10 325,56
mai-20	64 196,98	21 014,92	85 211,91	92 722,58	-7 510,68
juin-20	105 149,52	23 282,14	128 431,66	130 554,89	-2 123,23
juil-20	80 468,49	31 237,30	111 705,79	131 731,09	-20 025,30
août-20	98 712,28	13 544,26	112 256,54	151 466,22	-39 209,69
sept-20	103 379,33	20 839,74	124 219,07	409 881,61	-285 662,54
oct-20	92 487,26	21 455,51	113 942,76	121 886,82	-7 944,05
nov-20	84 106,39	22 249,15	106 355,54	134 012,52	-27 656,98
déc-20	104 277,50	24 492,11	128 769,61	111 108,51	17 661,10
janv-21	91 493,07	22 202,28	113 695,36	110 744,02	2 951,34
févr-21	77 932,34	22 328,56	100 260,89	117 578,08	-17 317,18
mars-21	114 849,48	28 857,73	143 707,21	139 326,45	4 380,76
avr-21	100 678,98	27 187,14	127 866,12	143 533,14	-15 667,02
mai-21	86 584,95	22 222,28	108 807,23	142 178,14	-33 370,91
juin-21	121 489,14	29 071,92	150 561,05	233 398,40	-82 837,35
juil-21	98 153,03	4 181,79	102 334,82	146 824,50	-44 489,68
août-21	117 462,41	24 745,57	142 207,97	155 146,12	-12 938,14
sept-21	115 816,26	15 387,64	131 203,90	125 504,07	5 699,83
oct-21	108 200,87	21 133,48	129 334,35	125 784,40	3 549,95
nov-21	93 249,62	16 607,35	109 856,97	109 208,56	648,41
déc-21	111 411,91	12 226,81	123 638,72	137 574,91	-13 936,19
janv-22	101 804,74	21 712,92	123 517,65	284 634,07	-161 116,42
févr-22	89 754,43	25 523,38	115 277,80	156 139,84	-40 862,04
mars-22	153 425,11	30 916,34	184 341,45	136 841,94	47 499,52
avr-22	107 405,70	19 934,30	127 340,00	198 612,66	-71 272,66
mai-22	100 130,96	25 232,66	125 363,62	146 067,93	-20 704,31
juin-22	155 595,91	67 110,36	222 706,27	344 003,99	-121 297,73
juil-22	121 089,91	16 263,36	137 353,27	182 726,97	-45 373,70
août-22	129 752,42	12 383,16	142 135,59	186 380,48	-44 244,89
sept-22	136 420,92	24 811,36	161 232,28	158 390,14	2 842,14
oct-22	136 166,72	12 110,99	148 277,70	131 079,93	17 197,77
nov-22	99 430,03	47 985,68	147 415,72	174 450,98	-27 035,27
déc-22	137 175,25	26 224,00	163 399,25	156 224,81	7 174,44
janv-23	114 451,27	13 738,91	128 190,18	202 758,53	-74 568,35
févr-23	97 932,94	5 867,13	103 800,07	115 532,16	-11 732,09
mars-23	186 630,44	37 242,79	223 873,23	264 344,73	-40 471,49
avr-23	158 438,89	28 228,07	186 666,96	173 691,70	12 975,26
mai-23	136 425,46	12 997,05	149 422,51	249 484,00	-100 061,49
juin-23	263 074,67	43 299,80	306 374,47	362 402,94	-56 028,46
juil-23	126 976,82	12 657,70	139 634,52	170 115,45	-30 480,93
août-23	150 480,88	11 295,91	161 776,78	226 881,03	-65 104,25
sept-23	189 663,97	19 126,88	208 790,85	330 766,49	-121 975,64
oct-23	169 855,14	57 391,01	227 246,15	196 768,34	30 477,81
nov-23	159 686,28	107 355,93	267 042,20	281 794,94	-14 752,74
déc-23	187 212,99	24 386,26	211 599,24	331 347,27	-119 748,03
janv-24	170 037,66	32 265,50	202 303,16	208 294,22	-5 991,06
févr-24	159 917,12	12 049,60	171 966,71	149 526,63	22 440,08
mars-24	196 891,45	159 452,36	356 343,81	353 293,13	3 050,68
avr-24	151 805,44	13 067,75	164 873,18	256 083,61	-91 210,43
mai-24	131 988,69	26 020,81	158 009,50	253 174,70	-95 165,20
juin-24	174 648,05	22 418,95	197 067,00	258 671,43	-61 604,43
juil-24	163 781,82	6 912,98	170 694,80	327 036,13	-156 341,33
août-24	150 862,39	29 458,25	180 320,64	302 166,04	-121 845,40
sept-24	184 422,10	7 526,51	191 948,60	266 945,08	-74 996,48
oct-24	175 918,27	52 142,41	228 060,68	242 110,49	-14 049,81
nov-24	145 035,87	24 470,85	169 506,72	272 171,56	-102 664,84
déc-24	218 104,72	22 925,43	241 030,15	190 126,37	50 903,78
janv-25	204 872,34	17 709,40	222 581,73	340 367,35	-117 785,62
févr-25	185 268,01	12 142,94	197 410,95	204 997,51	-7 586,55
mars-25	305 482,29	26 324,33	331 806,62	350 422,35	-18 615,73
avr-25	226 224,30	18 047,38	244 271,68	285 008,62	-40 736,94
mai-25	207 985,39	35 809,62	243 795,01	262 649,02	-18 854,01
juin-25	261 131,36	85 638,75	346 770,12	706 747,01	-359 976,89

Source : BRB

Annexe 4 : Dette publique (en MBIF)

	Dette intérieure				Dette extérieure	Dette Publique Totale
	Endettement de l'Etat envers la BRB	Endettement de l'Etat dans les Bons et Obligations	Autres dettes	Total		
juin-21	957 639,8	1 935 027,6	147 690,7	3 040 358,1	1 079 747,9	4 120 106,1
juil.-21	964 779,1	1 988 324,3	133 698,8	3 086 802,2	1 074 426,0	4 161 228,2
août-21	937 750,1	2 023 132,4	145 318,3	3 106 200,8	1 105 089,2	4 211 290,0
sept.-21	903 396,7	2 048 624,1	141 114,8	3 093 135,6	1 118 819,8	4 211 955,4
oct.-21	902 793,7	2 052 646,6	142 125,0	3 097 565,3	1 279 409,1	4 376 974,4
nov.-21	923 914,9	2 043 143,0	124 201,8	3 091 259,7	1 283 741,0	4 375 000,7
déc.-21	901 529,1	2 046 057,7	115 614,2	3 063 201,0	1 290 078,5	4 353 279,5
janv.-22	1 075 694,8	2 033 444,3	108 954,3	3 218 093,4	1 297 169,0	4 515 262,4
févr.-22	1 075 694,8	2 046 154,0	107 806,2	3 229 655,0	1 327 325,3	4 556 980,3
mars-22	1 051 289,6	2 040 766,5	100 546,2	3 192 602,3	1 324 238,3	4 516 840,6
avr.-22	1 051 289,6	2 033 104,8	106 290,5	3 190 684,9	1 319 916,4	4 510 601,3
mai-22	1 051 289,6	2 006 370,8	97 019,7	3 154 680,1	1 308 324,7	4 463 004,8
juin-22	1 389 125,3	1 977 691,7	94 971,8	3 461 788,8	1 317 597,4	4 779 386,2
juil.-22	1 720 207,2	1 964 617,7	93 880,7	3 778 705,6	1 308 525,4	5 087 231,0
août-22	1 705 644,1	1 970 857,1	91 150,4	3 767 651,6	1 312 419,6	5 080 071,2
sept.-22	1 770 710,6	2 030 569,9	81 208,1	3 882 488,6	1 304 967,0	5 187 455,6
oct.-22	1 715 463,7	2 042 557,0	81 022,7	3 839 043,4	1 301 680,1	5 140 723,5
nov.-22	1 728 928,5	2 086 731,7	86 862,9	3 902 523,1	1 314 467,8	5 216 990,9
déc.-22	1 731 217,0	2 185 496,9	88 568,0	4 005 281,9	1 335 183,2	5 340 465,1
janv.-23	1 727 790,4	2 260 148,1	88 700,8	4 076 639,3	1 350 444,3	5 427 083,6
févr.-23	1 726 427,9	2 284 962,7	122 965,7	4 134 356,3	1 343 200,6	5 477 556,9
mars-23	1 728 393,9	2 292 403,5	126 256,5	4 147 053,9	1 330 300,7	5 477 354,6
avr.-23	1 688 554,3	2 264 816,0	127 848,4	4 081 218,7	1 336 580,3	5 417 799,0
mai-23	1 682 953,7	2 195 145,7	147 970,5	4 026 069,9	1 736 472,5	5 762 542,4
juin-23	1 866 022,1	2 207 955,5	152 517,7	4 226 495,3	1 811 986,5	6 038 481,8
juil.-23	1 864 453,7	2 200 478,2	152 589,6	4 217 521,5	1 823 515,5	6 041 037,0
août-23	1 873 494,8	2 203 955,1	146 502,9	4 223 952,8	1 811 839,7	6 035 792,5
sept.-23	1 992 384,5	2 194 998,3	115 665,4	4 303 048,2	1 805 746,8	6 108 795,0
oct.-23	1 917 541,5	2 212 721,6	141 478,5	4 271 741,6	1 821 461,4	6 093 203,0
nov.-23	1 848 432,1	2 220 612,1	140 658,5	4 209 702,7	1 827 876,2	6 037 578,9
déc.-23	1 950 651,4	2 284 995,1	152 669,5	4 388 316,0	1 833 186,6	6 221 502,6
janv.-24	1 903 284,4	2 321 768,8	149 917,2	4 374 970,4	1 839 481,6	6 214 452,0
févr.-24	1 901 476,2	2 348 652,2	141 725,4	4 391 853,8	1 838 231,9	6 230 085,7
mars-24	1 899 905,2	2 365 385,7	146 651,3	4 411 942,2	1 849 457,3	6 261 399,5
avr.-24	1 935 164,6	2 333 037,8	151 244,8	4 419 447,2	1 860 135,7	6 279 582,9
mai-24	1 994 015,5	2 346 461,3	161 025,0	4 501 501,8	1 864 826,7	6 366 328,5
juin-24	2 046 660,8	2 328 910,8	169 126,2	4 544 697,8	1 863 586,4	6 408 284,2
juil.-24	2 065 246,6	2 277 360,1	161 663,1	4 504 269,8	1 869 819,7	6 374 089,5
août-24	2 255 322,3	2 282 042,7	132 139,7	4 669 504,7	1 892 288,9	6 561 793,6
sept.-24	2 528 767,7	2 237 191,7	143 701,0	4 909 660,4	1 900 048,4	6 809 708,8
oct.-24	2 588 788,1	2 261 867,4	103 321,2	4 953 976,7	1 893 445,7	6 847 422,4
nov.-24	2 741 858,8	2 283 648,6	108 216,9	5 133 724,3	1 880 612,0	7 014 336,3
déc.-24	2 846 253,0	2 324 999,8	116 594,9	5 287 847,7	1 873 262,5	7 161 110,2
janv.-25	2 934 624,1	2 396 781,8	101 313,3	5 432 719,2	1 870 379,1	7 303 098,3
févr.-25	2 747 970,4	2 400 341,3	127 255,5	5 275 567,2	1 873 800,4	7 149 367,6
mars-25	2 568 728,8	2 625 396,6	112 022,3	5 306 147,7	1 888 773,3	7 194 921,0
avr.-25	2 551 061,3	2 662 765,9	174 461,9	5 388 289,1	1 901 631,5	7 289 920,6
mai-25	2 520 443,0	2 733 644,5	136 798,0	5 390 885,5	1 911 117,6	7 302 003,1
juin-25	2 920 774,4	2 717 477,8	200 224,2	5 838 476,4	1 922 789,9	7 761 266,3

Source : BRB

Annexe 5 : Opérations du marché monétaire

	Réserves totales des banques	Interventions de la Banque Centrale	Opérations interbancaires
janv-23	346 582	521 647	271 800
févr-23	324 287	499 850	113 000
mars-23	241 331	444 450	174 100
avr-23	256 427	499 290	160 600
mai-23	341 143	560 710	312 550
juin-23	365 295	459 113	193 000
juil-23	280 952	515 793	414 700
août-23	263 914	513 933	579 850
sept-23	298 259	513 933	432 500
oct-23	331 449	502 813	277 900
nov-23	315 924	523 293	362 040
déc-23	310 930	539 963	406 800
janv-24	277 987	533 023	506 076
févr-24	322 036	544 093	278 500
mars-24	282 085	536 533	265 800
avr-24	362 340	534 503	130 400
mai-24	367 794	527 503	105 800
juin-24	379 767	503 353	92 000
juil-24	526 848	455 263	441 100
août-24	476 038	454 737	240 300
sept-24	525 747	410 333	167 000
oct-24	485 534	394 573	152 000
nov-24	420 146	413 653	119 000
déc-24	455 848	449 483	138 200
janv-25	471 702	437 403	286 600
févr-25	404 939	401 463	347 000
mars-25	405 031	439 623	393 400
avr-25	326 885	476 156	527 960
mai-25	341 722	484 681	390 950
juin-25	413 066	460 537	533 000

Source : BRB

Annexe 6 : Taux d'intérêt du marché monétaire (en MBIF)

	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
juin-17	4,20	7,14	2,92	4,14
juil-17	5,14	6,98	3,34	3,98
août-17	4,32	7,45	2,70	4,45
sept-17	4,21	7,92	2,73	4,92
oct-17	-	8,19	2,52	5,19
nov-17	4,08	8,25	2,50	5,25
déc-17	4,00	7,13	2,79	4,13
déc-19	3,56	5,63	2,99	2,63
janv-20	3,99	5,68	3,21	2,68
févr-20	4,78	5,88	2,54	2,88
mars-20	3,97	6,00	2,58	3,00
avr-20	4,07	6,00	2,87	3,00
mai-20	4,16	6,00	2,85	3,00
juin-20	4,11	6,00	2,96	3,00
juil-20	4,07	6,00	2,74	3,00
août-20	4,27	6,00	2,77	3,00
sept-20	4,42	6,60	2,58	3,60
oct-20	4,73	6,60	2,36	3,44
nov-20	4,93	6,60	2,91	3,74
déc-20	5,06	6,87	3,93	3,86
janv-23	2,83	5,41	2,00	2,41
févr-23	2,30	6,85	2,00	3,85
mars-23	2,15	7,54	2,00	4,54
avr-23	2,87	7,63	2,00	4,63
mai-23	3,06	7,75	2,00	4,75
juin-23	3,53	7,49	2,00	4,49
juil-23	4,98	10,83	2,00	4,57
août-23	5,83	12,00	2,00	4,52
sept-23	6,11	12,00	2,00	4,64
oct-23	5,84	12,00	2,00	4,91
nov-23	6,45	12,00	2,00	5,30
déc-23	7,02	12,00	2,00	5,55
janv-24	7,44	12,00	2,00	5,58
févr-24	7,90	12,00	2,00	5,66
mars-24	8,76	13,66	2,00	6,24
avr-24	9,14	14,00	2,00	7,54
mai-24	8,93	14,00	2,00	7,75
juin-24	9,73	14,00	2,00	8,01
juil-24	10,29	14,00	2,00	8,04
août-24	8,69	14,00	2,00	8,07
sept-24	7,97	14,00	2,00	7,95
oct-24	5,77	14,00	2,00	7,57
nov-24	4,38	14,00	2,00	7,23
déc-24	4,16	14,00	2,00	7,10
janv-25	4,16	14,00	2,00	7,66
févr-25	4,73	14,00	2,00	8,26
mars-25	6,05	14,00	2,00	8,45
avr-25	6,56	14,00	2,00	8,69
mai-25	7,16	14,00	2,00	8,86
juin-25	7,77	14,00	2,00	8,94

Source : BRB

Annexe 7 : Structure des exportations en valeur (MBIF) et en volume (tonnes)

	T2-2024		T1-2025		T2-2025	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
PRODUITS PRIMAIRES	41 137,5	7 496,2	214 740,7	10 071,7	196 168,5	11 086,1
café marchand	9 766,8	1 147,3	55 915,8	3 495,8	71 254,6	3 891,4
coton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
peaux brutes	221,6	19,0	298,8	128,1	958,2	350,2
thé	11 432,9	2 102,9	12 370,6	1 818,2	10 374,0	1 619,8
huile de palme brute	7,3	81,4	6,7	25,8	0,0	0,0
minéral de nobium	18 655,3	226,3	17 104,1	200,8	5 752,5	117,9
métaux de terres rares	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Or	0,0	0,0	127 064,6	0,4	105 647,6	0,3
animaux vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
poissons vivants	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
autres	1 053,3	3 918,9	1 980,2	4 402,6	2 181,6	5 106,3
PRODUITS MANUFACTURES	50 131,2	18 264,8	41 747,3	18 484,2	56 711,5	25 470,5
limonades, eaux gazeuses	49,7	37,4	12,9	4,2	30,9	42,8
bouteilles en verre foncé	2 638,6	684,0	2 132,0	538,7	4 695,6	1 227,4
bières	7 601,5	5 907,0	6 785,0	5 408,7	16 847,9	11 382,9
cigarettes	7 437,9	335,1	7 505,5	349,4	9 841,6	507,6
tissus de coton	4,3	0,2	0,0	0,0	130,6	42,9
sucré	542,8	105,5	0,0	0,0	0,0	0,0
farine de blé	5 063,8	3 180,3	8 815,8	4 907,7	4 631,7	2 531,7
farine de maïs	31,3	31,9	7,4	3,0	167,1	80,0
ciment portland	0,4	0,2	4,5	19,1	14,4	27,2
savons	1 811,1	847,3	2 388,5	1 349,3	2 892,7	1 582,5
Kérozène	2 780,8	561,8	2 201,3	473,3	0,0	0,0
Gazole	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
autres (1)	22 169,1	6 574,2	11 894,4	5 430,8	17 459,0	8 045,5
TOTAL	91 268,7	25 761,0	256 488,0	28 555,9	252 880,1	36 556,5

Source : BRB, statistiques du commerce extérieur

Annexe 8 : Structure des importations en valeur (MBIF) et en volume (tonnes)

	T2-2024		T1-2025		T2-2025	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
I. BIENS DE PRODUCTION:	359 114,8	205 951,1	397 603,1	254 655,1	382 993,7	241 237,4
10. Métallurgie	33 197,8	13 501,8	27 619,2	11 952,9	25 675,9	10 669,2
11. Agriculture et élevage	49 321,2	27 726,5	139 264,8	81 807,5	112 628,9	56 579,6
12. Alimentation	71 417,2	41 460,1	43 181,7	29 067,4	57 781,2	34 332,9
13. Textile	1 564,0	69,7	1 536,2	89,3	665,0	60,6
14. Construction	25 987,4	73 002,4	36 149,3	82 432,9	35 306,7	88 386,8
15. Bois	618,4	402,1	1 176,1	834,9	698,7	387,7
16. Papier	2 512,3	853,8	4 935,1	1 583,5	4 051,0	1 229,9
17. Cuir	24,1	1,5	6,4	2,5	27,7	14,2
18. Autres biens de production:	174 472,4	48 933,3	143 734,4	46 884,4	146 158,5	49 576,6
180.Chimiques	12 625,2	3 638,2	14 781,9	4 177,3	9 744,7	2 854,2
181.Combustibles solides	16,1	120,3	843,0	5 563,3	48,1	6,2
182. Huiles minérales	128 977,2	39 208,4	94 978,8	30 190,9	98 701,9	38 023,3
183. Autres	32 854,1	5 966,4	33 130,7	6 952,8	37 663,7	8 692,9
II. BIENS D'EQUIPEMENT:	156 601,7	15 729,9	130 976,1	13 365,5	151 032,0	16 727,2
20. Chaudières,engins mécaniques	39 394,2	3 286,9	35 090,9	2 824,0	42 887,1	4 141,2
21. Pièces et outillages	26 796,5	5 984,3	14 312,0	4 265,5	16 030,1	5 252,0
22. Matériel électrique	33 294,5	2 306,3	35 143,7	2 429,5	35 922,9	2 252,8
23. Tracteurs,véhicules et engins/ transport	35 606,6	3 394,5	31 684,9	3 369,7	41 401,0	4 767,7
24. Autres biens d'équipement	21 510,0	757,9	14 744,6	476,8	14 791,0	313,5
III. BIENS DE CONSOMMATION:	265 445,7	90 853,4	300 696,7	102 181,8	329 475,9	91 066,0
30. Durables:	110 249,8	19 934,0	145 613,5	27 075,6	157 807,1	28 478,8
300. Textiles	18 761,0	3 110,6	28 668,6	5 475,9	35 458,6	7 508,0
301. Véhicules	28 528,1	2 699,2	30 497,8	3 118,6	31 713,6	3 044,2
302 .Autres	62 960,6	14 124,2	86 447,1	18 481,2	90 634,8	17 926,6
31. Non durables:	155 196,0	70 919,5	155 083,2	75 106,2	171 668,8	62 587,3
310. Alimentaires	100 213,4	63 053,7	104 243,7	68 319,3	123 217,3	55 012,4
311. Pharmaceutiques	31 506,2	1 657,2	28 572,5	1 007,9	22 876,7	1 089,1
312. Autres	23 476,4	6 208,6	22 266,9	5 779,0	25 574,8	6 485,8
TOTAL	781 162,3	312 534,4	829 275,9	370 202,4	863 501,6	349 030,7

Source : BRB, statistiques du commerce extérieur

Annexe 9 : Principaux indicateurs du secteur bancaire (en MBIF)

	30/06/2024	30/03/2025	30/06/2025	Variation annuelle en %	Variation trimestrielle en %
I. EMPLOIS	8 501 465,6	9 557 160,5	9 951 615,5	17,1%	4,1%
I.1. PRINCIPAUX EMPLOIS	7 116 024,2	8 201 162,7	8 503 803,0	19,5%	3,7%
A. Actifs Liquides	2 990 330,0	3 473 579,1	3 474 867,9	16,2%	0,0%
Caisse	110 868,6	141 501,5	124 206,7	12,0%	-12,2%
B.R.B.	615 658,3	571 474,8	625 010,8	1,5%	9,4%
Avoirs auprès des banques et assimilés	135 685,8	322 073,5	191 447,1	41,1%	-40,6%
Prêts à l'Etat	2 128 117,3	2 438 529,3	2 534 203,3	19,1%	3,9%
Bons,Obligations du Trésor	1 888 987,0	2 166 733,6	2 209 841,2	17,0%	2,0%
Autres Titres	239 130,3	271 795,7	324 362,1	35,6%	19,3%
B. Crédits	4 125 694,2	4 727 583,7	5 028 935,1	21,9%	6,4%
Court terme	1 610 853,4	2 070 840,9	2 207 677,2	37,1%	6,6%
Moyen terme	1 148 343,2	1 222 065,1	1 340 683,5	16,7%	9,7%
Long terme	1 366 497,6	1 434 677,7	1 480 574,4	8,3%	3,2%
Crédits bail	-	-	-		
I.2. Actif Immobilisé	472 013,6	473 578,4	487 317,8	3,2%	2,9%
I.3. Autres emplois	913 427,7	882 419,4	960 494,7	5,2%	8,8%
II. RESSOURCES	8 501 465,6	9 557 160,5	9 951 615,5	17,1%	4,1%
II.1. Principales ressources	6 646 519,6	7 545 553,2	7 750 560,4	16,6%	2,7%
Clientèle	4 748 016,0	5 525 715,1	5 860 204,0	23,4%	6,1%
dont 10 grands dépôts des banques	1 929 919,3	2 015 069,2	1 989 058,1	3,1%	-1,3%
Refinancement auprès B.R.B.	576 432,6	500 861,5	416 669,3	-27,7%	-16,8%
Dettes envers banques et assimilés	1 322 071,1	1 518 976,6	1 473 687,1	11,5%	-3,0%
II.2. Capital et réserves	860 540,3	944 812,2	984 569,2	14,4%	4,2%
II.3. Autres ressources	994 405,7	1 066 795,1	1 216 485,9	22,3%	14,0%
III. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE					
Adéquation des fonds propres					
Fonds propres de base nets (en MBIF)	919 315,3	1 036 253,5	1 088 005,7	18,3%	5,0%
Fonds propres (en MBIF)	994 865,6	1 121 413,9	1 173 166,6	17,9%	4,6%
Risques pondérés	4 693 757,8	5 622 195,7	5 939 713,2	26,5%	5,6%
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	19,6	18,4	18,3	-1,27	
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	21,2	19,9	19,8	-1,44	
Ratio de levier (norme 5%)	10,8	10,8	10,9	0,12	
Concentration du portefeuille crédits					
Grands risques	1 524 608,6	1 623 836,6	1 786 651,0	17,2%	10,0%
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	37,0	34,3	35,5		
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	48,5	49,5	50,5		
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (en %)	25,0	25,5	25,5		
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (en %)	231,5	235,3	232,9		
Qualité du portefeuille crédits					
Impayés	459 697,5	679 388,1	582 038,2	26,6%	-14,3%
Créances à surveiller	310 282,2	492 342,3	382 908,3	23,4%	-22,2%
Créances Non performantes	149 415,3	187 045,8	199 129,9	33,3%	6,5%
Créances pré douteuses	49 527,8	50 170,6	59 007,2	19,1%	17,6%
Créances douteuses	45 495,8	48 539,6	54 432,3	19,6%	12,1%
Créances compromises	54 391,7	88 335,6	85 690,4	57,5%	-3,0%
Dépréciations	78 581,4	113 331,8	115 166,3	46,6%	1,6%
Taux des prêts non performants	3,6	4,0	4,0		
Taux d'impayés	11,1	14,4	11,6		
Taux de provisionnement	52,6	60,6	57,8		
Liquidité					
Coefficient de liquidité en BIF	180,3	185,9	178,3		
Coefficient de liquidité en devises	139,9	151,9	189,8		
Total crédits/total dépôts (en %)	86,9	85,6	85,8		
Ressources Stables/Emplois Immobilisés	101,1	122,5	121,8		
Dix gros dépôts/Total dépôts (en %)	40,6	36,5	33,9		
Rentabilité et performance					
Résultat avant impôt	119 867,4	71 442,2	146 492,7	22,2%	105,1%
Résultat net de l'exercice	99 499,3	61 128,8	122 223,5	22,8%	99,9%
Produit Net Bancaire	275 091,3	183 766,9	341 461,1	24,1%	85,8%
ROA	1,17	0,6	1,23	0,06	
ROE	10,0	5,5	10,4	0,42	

Source : BRB